la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Camps de conc. en URSS (l'écrivain Daniel) 9-201

L'action dure plus d'une semaine

par Raymond GUILLORÉ

Octobre, triomphe d'une technique !

par Robert LOUZON

Cronstadt et l'Opposition Ouvrière

par Marcel BODY

A propos d'Israël

par R. BARANTON
J. GALLIENNE, F. CHARBIT
et Pierre RIMBERT

Numéro 531 — Nouvelle série N° 230

OCTOBRE 1967 — PRIX : 2.50 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois	13 F
Un an	25 F

EXTERIEUR

Six mois	16 F
Un an	30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 531 - Octobre 1967

Chronique de l'Union des Syndicalistes : L'action dure plus d'une semaine. — Un autre aspect des grèves aux U.S.A. — Dix ans d'astronautique. — « Porisme ». — I.N.D.I.T. .... R. GUILLORÉ

La Fédération du Livre C.G.T. réintègre la F.G.I. N. F.

La société des loisirs (fin) .... M. LIME

Du nouveau dans les syndicats américains (fin) D. GUÉRIN

Les camps de concentration en U.R.S.S. ...... P. R.

La bride sur le cou : Le travail en province .... J.-P. TOURBILLE

Section des Jeunes de l'Union des Syndicalistes.

Zoom : Le jour où les poissons .... E. DUCOURAU

Notules : Délire politique à base linguistique. — Vieilles outres, vins nouveaux. — A propos de la « Diaspora ». — L'Encyclopedia Britannica J. PERA

Octobre, triomphe d'une technique ! .... R. LOUZON

Contradictions et revisionnisme dans les pays « socialistes » .... J. CONSTANTIS

Cronstadt et l'Opposition Ouvrière (suite) ...... M. BODY

A propos d'Israël : Contribution de : R. BARANTON, J. GALLIENNE, J. HEMY, H. COLSON, F. CHARBIT, P. RIMBERT.

Parmi nos lettres : Le changement de direction du S.N.E.S. (J. Gallienne). — Où est le néo-colonialisme ? (Un vieil abonné). — Un mot d'encouragement (Mormiche).

Les braises sous la cendre .... J. DUPERRAY

A travers les livres : Elise ou la vraie vie (R.G.). — Le syndicat dans l'entreprise (R.G.). — Le mystère d'Israël (J.P.). — La tragédie vietnamienne (J.P.). — Staline 1879-1953 (M.L.). — Tome IV du dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français.

ENTRE NOUS...

Premièrement, corrigeons une erreur fâcheuse. Notre R.P. de septembre a été numérotée « n° 529 — Nouvelle série n° 228 », alors que c'est « n° 230 » qui aurait convenu. Les camarades qui classent leurs numéros voudront bien rectifier. Cela pourra éviter des tâtonnements ultérieurs gênants et inutiles.

Ensuite question finances. Le mois dernier, constatant que la caisse était presque vide, nous avons lancé un appel aux camarades. Nous avons le plaisir d'annoncer que l'appel a été entendu. Des souscriptions sont venues, souvent accompagnées de lettres très encourageantes !

De plus, notre camarade Delsol a envoyé une lettre de rappel à tous les abonnés qui se trouvent être en retard pour leur renouvellement. C'est là un procédé de récupération coûteux. Mais, en général, cela donne des résultats.

Il y a donc en caisse maintenant plus de 300.000 AF., de quoi rattraper un peu du retard de notre dette à l'imprimeur, lequel vient de nous annoncer une nouvelle augmentation, conséquence de l'application des fameuses ordonnances sur la Sécurité Sociale.

La R.P. est donc une fois de plus tirée d'affaire par ses amis. Ainsi, depuis 1925, la R.P. s'est toujours tirée d'affaire toute seule, c'est-à-dire par ses collaborateurs et ses abonnés. En un temps où presque tous se disputent des argents russes ou américains, quelles sont les publications qui pourraient en dire autant ?

Bien entendu cela ne doit pas faire relâcher l'effort. Camarades, continuez à penser aux abonnements et à la souscription en détachant l'appel que vous trouverez dans nos dernières pages.

* *

Parlons un peu, maintenant, de ce numéro d'octobre.

On y trouvera la fin de l'étude de Lime, qui a intéressé beaucoup de camarades, sur la civilisation des loisirs.

Le camarade Body continue son rappel historique provoqué par le cinquantenaire du coup d'Etat bolchevique. Sur le même sujet nous aurons bientôt un écrit de Pierre Pascal. Body et Pascal se trouvaient en Russie au moment de cette révolution. Ils ont su y rester de 1916 à 1932. Ils savent donc de quoi ils parlent. (Entre parenthèses signalons que Body fera le mois prochain une conférence publique).

On trouvera encore dans ce numéro une étude de Louzon, sur la manière dont Lénine a réalisé son coup d'Etat. Nous pensons que cela intéressera.

Enfin n'oublions pas que l'article de Louzon de juillet « contre Israël... » a suscité toute une polémique. Nous en avons donné le commencement en septembre. Nous donnons la suite aujourd'hui. Et puis nous arrêterons. (Nous sommes la Révolution prolétarienne et non la Révolution israélienne !) Nous arrêterons, à moins bien sûr, que quelqu'un apporte un élément vraiment nouveau. Mais cela paraît douteux.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

L'ACTION DURE PLUS D'UNE SEMAINE

Ces lignes sont écrites avant la « semaine d'action » décidée conjointement par la C.G.T. et la C.F.D.T. Elles paraitront quand cette « action », limitée dans le temps, appartiendra déjà au souvenir. Nous serions fort étonnés si elle y imprimait une marque profonde. Ce n'est pas seulement dans le temps que cette « action » est limitée ; c'est aussi dans l'ampleur de ses manifestations diverses.

Les directions confédérales sont-elles tellement décidées à pousser à fond l'opposition aux ordonnances, plus particulièrement à la « réforme » réactionnaire de la Sécurité Sociale ? Rien n'est moins évident. Les directions pourront justifier leur prudence par le manque de conviction et de combativité des masses ouvrières. La bataille déterminée, avec toutes ses conséquences, n'est-elle plus aujourd'hui l'apanage que des agriculteurs en révolte ? Le pouvoir, gaulliste ou autre, devra-t-il craindre davantage cette révolte paysanne que la lutte ouvrière qui semblait pourtant disposer contre lui d'armes plus redoutables ?

Il est déjà intéressant de noter le comportement différent des grandes organisations ouvrières, plus exactement de leurs directions centrales, face à la mise en pratique de l'ordonnance sur la Sécurité Sociale. Une première question pouvait se poser pour la désignation par chacune d'elles de leurs représentants aux conseils d'administration des trois caisses nationales nouvellement instituées. Fallait-il les désigner, c'est-à-dire reconnaitre pratiquement la validité de l'ordonnance, ou bien fallait-il boycotter ? Non seulement la question pouvait se poser, mais elle devait normalement se poser. Il ne paraît pas que le débat ait été bien long, à F.O. comme à la C.G.T. Pour la première, la question ne s'est même pas posée. Pour la C.G.T., elle a déclaré dans « l'Humanité » qu'elle était *« présente partout où les intérêts des travailleurs sont en jeu »*, ce qui n'est pas autre chose que la déclaration de principe de « la politique de présence ». Quant à la C.F.D.T., il paraît que c'est à une voix de majorité seulement qu'à la mi-septembre son conseil confédéral a accepté la désignation de ses représentants.

Depuis, le camarade Derlin, de F.O., a été élu président de la caisse maladie, avec les voix du patronat ; ce qui, toutes considérations étant entendues, n'est quand même pas très glorieux ; le camarade Mathevet, de la C.F.D.T., a été élu président de la caisse des allocations familiales (avec l'abstention de F.O.). Mais le comité national de la C.F.D.T., réuni le 1er octobre, a déplacé les lignes : il a décidé à une nette majorité de ne pas faire acte de candidature aux postes de présidents et vice-présidents des caisses et de ne pas prendre part aux votes concernant ces postes ! (Ce qui devrait avoir pour première conséquence la démission de Mathevet).

C'est une mesure de boycottage limitée, mais c'en est une. Ah ! ces jeunes et farouches militants de gauche de la C.F.D.T. ! Ce sont eux qui mènent apparemment la lutte politique la plus « conséquente », comme on dit aujourd'hui. On les retrouve, eux ou leurs frères, à la tête du P.S.U. nouvelle manière, et aussi comme dirigeants de ces violentes batailles paysannes. Il ne faut pas sous-estimer leur influence et leur rôle.

Il y a quand même quelque chose d'amusant dans cette situation : nous connaissons, non pas parmi nous mais non loin de nous, d'autres jeunes doctrinaires qui, d'une part, réclament en priorité le boycottage de toutes les créations du pouvoir actuel, conseils, comités et commissions diverses, et qui, d'autre part, dénoncent la C.F.D.T. comme une émanation de ce pouvoir. Or, voilà que c'est la C.F.D.T. qui, pratiquement, adopte une tactique qui se rapproche le plus de celle qu'ils préconisent ! Il va être intéressant de voir comment ils vont se dépêtrer.

Ce n'est pas évidemment ce qui est le plus important. Le plus important, c'est l'action réelle, continue et efficace. Elle ne dure pas qu'une semaine.

⁂

Cette semaine-là a été aussi celle du dépôt de la motion de censure de l'opposition parlementaire. Est-ce simple coïncidence ? N'en croyons rien ! C'est une concomitance volontaire. Pour la C.G.T., cela va de soi. Pour la C.F.D.T., la question ne se pose plus ; ces jeunes « gauchistes » qui orientent la centrale se déclarent ouvertement pour la liaison de la lutte politique et de l'action syndicale ; plus que la liaison, la fusion, la confusion. On pourrait appeler cela l'intégration de la seconde, l'action syndicale ou simplement la revendication syndicale, dans un plan économique de l'opposition « de gauche ». Un contre-plan pour le moment, mais un plan de gouvernement demain.

J'ai sous le yeux un document fort intéressant. Il émane de la C.F.D.T. C'est une proposition soumise à la réflexion des militants de cette centrale dans le centre de formation de Bierville. Ça s'intitule « Une proposition de stratégie commune aux organisations du mouvement ouvrier ». Disons tout de suite, et le document le précise bien, que par « organisations du mouvement ouvrier » il faut entendre partis et syndicats.

Il faudra revenir sur le contenu de ce document. Il est sérieux et mérite une analyse complète. Il pourrait même servir à alimenter parmi nous une discussion profitable. Mais déjà son orientation générale ne fait pas de doute cette « stratégie » veut que les syndicats soient entraînés (nous dirions : embrigadés) dans la politique « progressiste » du prochain gouvernement « de gauche », pour la préparer d'abord, pour ne pas la gêner ensuite. Je suis sûr que nos jeunes stratèges croient avoir découvert avec ça quelque chose de terriblement nouveau !

Nous lisons : *« Cette arrivée au pouvoir risque de déclencher une vague de revendications obligeant le gouvernement à aller au-delà du raisonnable... C'est aussi cela 1936 : des succès revendicatifs, deux dévaluations*

rapprochées et le Front Populaire était fini un an après une grande victoire électorale... » En somme, si les ouvriers avaient été plus sages (plus informés, dit-on), alors il n'y aurait peut-être pas eu de « succès revendicatifs », mais le gouvernement du Front Populaire aurait duré. Et n'est-ce pas là le principal ? Pour les rédacteurs du document, cela ne fait pas de doute puisqu'ils nous donnent comme « une conclusion très nette » : « *pour avancer vers nos objectifs, il est indispensable que la gauche arrive au pouvoir et qu'elle y reste...* ». Ils soulignent eux-mêmes les trois derniers mots. Donc, aucun espoir en dehors de cet avènement et, par conséquent, pas de « semaine d'action » utile, sauf si elle doit servir l'arrivée au pouvoir du bon gouvernement.

Celui-ci aura de la chance, car, pourvu que tout se passe comme il le veut et comme le veulent nos néo-syndicalistes, les syndicats non seulement ne le gêneront pas, mais ils le serviront. Voici, en effet, en quatre points, la nouvelle stratégie syndicale schématisée :

— Le mouvement syndical trie lui-même les revendications spontanées des travailleurs à travers la grille en fonction de sa vision de la société future ;

— Il négocie avec les autres organisations du mouvement ouvrier (partis, associations culturelles, coopératives, gestions des grands ensembles) non seulement les objectifs immédiats mais également ceux concernant le futur ;

— Il lie ces deux opérations et passe un accord sur l'ensemble (politique économique et sociale) avec les partis ;

— Les partis politiques étant ensuite au pouvoir, les syndicats doivent discipliner le mouvement gréviste pour ne pas remettre en cause les objectifs choisis.

Vous direz certainement avec moi que ce document « de formation », s'il ne nous ouvre pas des perspectives nouvelles, s'il nous engage au contraire dans des sentiers bien battus, mérite examen et réfutation. Il vaut mieux que les jeunes militants — je parle de ceux qui sont sincères et qui ne veulent que servir la classe ouvrière — soient mis en garde avant que les événements prévisibles ne leur infligent une trop cruelle désillusion.

UN AUTRE ASPECT DES GREVES AUX U.S.A.

Comme tous les militants sans doute nous avons eu l'attention attirée, dans la dernière période, par les grèves aux U.S.A. Par deux grèves de masse surtout : celle des instituteurs et professeurs ; celle des travailleurs de chez Ford.

La première, grossie tout d'un coup par cinquante mille instituteurs de New-York, prête à une remarque fondamentale ; c'est que les problèmes de l'enseignement que nous connaissons en France ne nous sont pas particuliers. Nous avons bien lu sur la situation de la rentrée scolaire aux U.S.A. pénurie de maitres et classes bondées. La revendication des instituteurs américains : trente élèves maximum par classe est même en retrait par rapport à celle de leurs collègues français : vingt-cinq élèves par classe (et dans l'un comme dans l'autre cas, ce n'est encore qu'une revendication). Ajoutons que les traitements moyens qu'on nous indique, s'ils sont évidemment supérieurs à ceux que nous connaissons ici, ne paraissent pas relativement très élevés d'après ce que l'on croit savoir du niveau général des salaires aux Etats-Unis.

La grève des usines Ford nous incitait à reprendre ce qu'il nous arrive de trouver, à titre d'exemple, dans les colonnes de cette revue : combativité exceptionnelle des syndicats américains qui n'ont d'autre considération que la défense des travailleurs dans une société de consommation et l'augmentation de leur part du gâteau national. Mais voici que « Le Monde » du 6 octobre nous apprend que le syndicat U.A.W., dirigé par Walter Reuther, a accepté la réouverture de certaines usines Ford. Sous quelle influence l'a-t-il acceptée ? A l'instigation du département dit de « la défense ». Pourquoi l'a-t-elle acceptée ? « Afin de faire face à la pénurie grandissante de pièces destinées aux véhicules américains au Vietnam » !

Avant toute discussion, je crois être autorisé à dire que notre syndicalisme, indépendant du patronat comme des gouvernements, ne va pas avec celui-là.

DIX ANS D'ASTRONAUTIQUE

Il y a eu dix ans, le 4 octobre, que, pour la première fois, des hommes (et que nous importe leur nationalité !) ont lancé un engin qui devint le premier satellite artificiel de la Terre. Il n'échappait pas encore à la zone d'attraction de la Terre ; mais depuis l'astronautique a fait des progrès et l'homme lui-même, en personne, s'apprête à franchir cette barrière, à faire ses premiers pas dans l'environnement terrestre. (La Lune n'est qu'une banlieue).

Il nous est arrivé, dans notre cercle, de discuter un peu de cette question. La discussion pouvait se limiter entre deux opinions extrêmes. L'une s'exprimait à peu près sous cette forme : « Moi, quand j'ai besoin d'espace, je vais au Bois de Vincennes ! ». La seconde (je crois bien que c'était la mienne), se présentait sous la forme de cet axiome de base « Les syndicalistes sont pour la conquête de la Lune ! »

Pour prouver que la discussion n'est pas inutile, même face aux convictions les plus nettes, j'infléchirais un peu aujourd'hui, ou plutôt je préciserais davantage ce qui, à mon humble avis, devrait être la position d'un révolutionnaire syndicaliste sur cette activité humaine nouvelle et, comme l'univers, sans limite.

Les syndicalistes ouvriers sont pour le progrès technique car celui-ci est une des conditions du progrès social. Une des conditions ; la seconde, égale en valeur, étant l'action autonome des prolétariats. Ils sont donc pour tous les efforts qui tendent à libérer l'homme, en premier lieu le travailleur, de toutes les contraintes naturelles et sociales. L'homme doit dominer le milieu où il est, se dominer, se contrôler lui-même. Il doit dominer la nature en lui obéissant, et c'est ce qu'il fait en lançant dans l'espace des engins qu'il contrôle alors qu'ils sont soumis aux grandes lois universelles.

Mais cela se fait dans une société donnée où règnent la compétition, les rivalités nationales et autres, la division, l'affrontement et la guerre. C'est pourquoi tous ces exploits astronautiques ne sont pas scientifiquement purs. La conquête de la Lune peut, et devrait sans doute, passer après certaines tâches humaines urgentes. La terre des hommes est actuellement fondamentalement divisée entre ceux qui ont

faim et ceux qui n'ont plus faim ; chez les seconds, la répartition du produit social est certes très injustement inégale ; leur ensemble n'en est pas moins privilégié par rapport à la multitude affamée, et rien n'indique, au contraire, que le déséquilibre soit en train de s'atténuer. Eh bien ! si une part de la richesse, c'est-à-dire du travail, actuellement dépensée pour la conquête de la Lune devait permettre de surmonter cette contradiction du monde moderne, alors nous accepterions volontiers que l'homme attende encore dix ans de plus pour aborder le sol lunaire.

« PORISME »

Si vous voulez savoir ce que cela veut dire, demandez un numéro de la revue qui porte ce titre. Elle est éditée depuis un peu plus d'un an par le « Centre National des Jeunes Scientifiques ». Nous venons d'en avoir connaissance : elle nous a agréablement surpris, non seulement par sa présentation originale et commode, mais par son contenu. Les jeunes savants et apprentis savants qui la font se posent, sur la société industrielle et leur situation dans cette société, des questions qui ne sont pas sans analogie avec celles que nous posons nous-mêmes ici. Certes, ces jeunes travailleurs intellectuels ne peuvent pas connaître le syndicalisme à la manière dont nous le connaissons, tel qu'il fait en quelque sorte partie de notre substance. Mais ils le cherchent tel qu'ils le voudraient et — selon ce que je crois après les avoir lus — tels que nous le voudrions nous aussi. Nous avons acquis à les lire. Peut-être gagneraient-ils également à nous connaître ?

Le premier numéro de mars 66 contient le manifeste du Centre National des Jeunes Scientifiques. Je vous le recommande. Je le recommande plus particulièrement aux jeunes étudiants, aux jeunes scientifiques, aux instituteurs et professeurs qui nous lisent et, aussi, aux ouvriers autodidactes qui ne manquent pas parmi nous. Il y a là une liaison à établir, et dans les deux sens.

Si vous voulez en savoir davantage, demandez un numéro à « Porisme », C.N.J.S., 13, rue Pascal, Paris 5e (C.C.P. 13 201.75 Paris). Le numéro 1 coûte 2 F ; le dernier numéro paru coûte 5 F ; l'abonnement coûte 20 F.

I.N.D.I.T.

Puisque nous en sommes aux sous-titres insolites, continuons sur notre lancée.

I.N.D.I.T,. qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire — ou plutôt cela voulait dire — Institut National d'Information du Travail. Cet organisme existait auprès de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, sous l'autorité du professeur Marcel David. Des représentants des centrales syndicales participaient à son conseil d'administration. Il se chargeait de fournir aux écoles syndicales des informations économiques et sociales.

Pourquoi suis-je en train de parler au passé ? Tout simplement parce que, à ce que nous croyons savoir, l'I.N.D.I.T. vient d'être invité par les autorités de tutelle — avec suppression de crédit à la clé — à liquider ses activités. Un petit indice supplémentaire, mais un indice quand même, de l'orientation « sociale » de ce gouvernement des pleins pouvoirs (pleins pouvoirs pour le capitalisme d'Etat dont les technocrates ne diffusent pas à n'importe qui leur science incertaine).

R. GUILLORÉ.

La Fédération du Livre C.G.T. réadmise dans la Fédération Graphique Internationale

Ainsi vient de décider — à une majorité modeste il est vrai — le congrès de la Fédération Graphique Internationale qui vient de se tenir à Londres fin septembre.

C'est la fin d'un divorce de plus de quinze années provoqué, en mai 1952, à la fois par les divergences entre la fédération du Livre de la C.G.T. et la fédéraiton F.O., nouvelle-née de la scission de 1947, et les manœuvres tendancieuses du secrétariat de la F.G.I. sortant de son rôle d'arbitre impartial pour se ranger aux côtés de la fédération F.O., ce qui avait déterminé le départ de la fédération cégétiste.

Il faut bien convenir que le comportement de cette dernière, se prêtant un peu trop complaisamment aux consignes politiques des staliniens de l'époque, comme à celles de la F.S.M., avait quelque peu facilité la tactique de ses adversaires.

Quoi qu'il en soit, Staline mort, la coexistence entrant dans une nouvelle phase, la mort du secrétaire de la F.F.T.L., particulièrement coriace et buté, et aussi, bien sûr, les changements intervenus dans le secrétariat de la F.G.I., tous ces facteurs contribuèrent à créer une atmosphère propice aux efforts de ceux qui, tant au sein de la fédération cégétiste que dans la F.G.I. — et, parmi ceux-là, nos amis belges furent parmi les plus tenaces — travaillaient à ce résultat.

Ce ne fut certes pas sans mal : les vieilles rancunes, de part et d'autre, les influences partisanes, venues surtout, en la circonstance, de la C.I.S.L., furent difficiles à vaincre tout au long de ces années de séparation.

Bref, avec les 70.000 adhérents de la fédération C.G.T., la F.G.I. groupe maintenant quelque 700.000 membres et va pouvoir poursuivre ses objectifs avec une autorité renforcée, œuvrer plus efficacement afin de faire cesser les disparités salariales et autres dont profitent les employeurs transférant abusivement leurs travaux d'un pays à l'autre, utilisant la main-d'œuvre de régions à salaires réduits au détriment des régions où les travailleurs sont plus conscients.

Elle a aussi à son programme de veiller à l'harmonisation de l'activité de ses fédérations dans la lutte pour le plein emploi face à l'introduction des nouvelles techniques électroniques et l'évolution des structures industrielles dans le secteur de l'imprimerie.

On le voit, la besogne ne manquera pas aux militants du Livre de ce pays qui voudront s'employer à secouer les eaux quelque peu dormantes de leur Internationale réintégrée.

Puissent-ils désormais y œuvrer utilement et sans contrainte. — *N.F.*

***

Mais cette réadmission, acquise de justesse comme nous venons de le relater, n'a pas désarmé les sectaires qui veillent à empêcher tout contact des syndicats « libres » avec ceux qui adhèrent à la F.S.M. Et pour punir la Fédération Graphique Internationale de la liberté qu'elle a prise en votant la réintégration de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, la C.I.S.L. vient de décider de suspendre ses relations avec ce secrétariat professionnel.

Mais, paradoxalement, en même temps qu'elle rompt avec la F.G.I., la C.I.S.L. nomme un comité chargé d'étendre ses relations avec les organisations syndicales des pays de l'Est, tous affiliés, comme il se doit, à la Fédération Syndicale Mondiale, d'obédience moscovite.

LA SOCIÉTÉ DES LOISIRS

(SUITE ET FIN)

Karl Marx trahi

Alors, si nous examinions un peu ce que devrait être, d'après Marx, la situation d'un technocrate russe ? Pour Marx, le salaire de base était le salaire du simple manœuvre, celui qu'on nomme à présent le manœuvre-balai : voilà le salaire de base.

Le travail du professionnel valait plus. Pourquoi ? Parce qu'il y avait d'une part le salaire de base, plus ce qu'on avait dû investir comme travail pour former ce professionnel, c'est-à-dire son apprentissage.

Pour le cadre, la même chose : le salaire de base, toujours, plus ce qu'on avait investi pour ses études.

Alors, pour le technocrate, il n'y a pas de doute, cela doit être la même chose : selon Marx, le technocrate russe ne devrait toucher que son salaire de base, plus le travail qui a été investi pour sa formation.

Mais, si nous examinons le problème de plus près, en Occident, un homme qui s'est formé lui-même, peut dire : « Pardon, il y a mon salaire de base, plus mon effort personnel, j'ai donc droit à mon salaire de base plus le travail que j'ai investi dans ma formation. »

Le fils à papa pouvait encore dire naguère : D'accord, il y a mon salaire de base, mais il y a aussi les études que papa m'a payées ».

Mais le technocrate russe, qui a été formé entièrement aux frais de l'Etat, toutes les études payées par l'Etat, qui a été pendant qu'il était étudiant payé par l'Etat, il ne peut pas dire : « Il me revient en plus de mon salaire de base encore ce qui a été investi pour ma formation » puisque c'est l'Etat qui l'a investi ; donc le bénéfice de sa qualification doit, en bonne dialectique marxiste, revenir à l'Etat.

Vous voyez, on en est loin, puisque, comme déjà dit, les technocrates russes gagnent plus que les technocrates américains !

La suppression du salariat

Nous en arrivons maintenant à une des vieilles revendications du syndicalisme ouvrier français, qui est la suppression du salariat.

C'est dans ce sens qu'à la « R.P. » certains sont d'avis de relancer le mot d'ordre du vieux syndicalisme français : le salaire unique.

Nous sommes parfaitement conscient du fait que cette revendication est actuellement utopique ; mais on peut dire que les libéraux qui ont inscrit au sommet des monuments publics : Liberté, Egalité, Fraternité, ont également inscrit des mots d'ordre utopiques. Si nous sommes justement d'avis de lancer cette revendication de « salaire unique », dans la perspective d'une évolution vers une Civilisation des Loisirs, c'est que nous voulons créer un antidote à ce cancer technocratique qui se développe. Contre ces philosophes-technocrates qui justifient par la « valorisation » des différences indécentes de salaires, des différences qui vont de 1 à 80, et de 1 à 100 et à plus, nous voulons créer les bases d'une autre éthique qui est celle de l'intérêt de tous.

Parce que, quand même, la science ne leur appartient pas, à ces Messieurs ! La science, c'est une accumulation collective ; y ont contribué de simples ouvriers, qui sont de grands noms : Watt, qui, entre autres réalisations, créa la machine à vapeur à usage industriel, n'était qu'un simple mécanicien ; Edison, un petit postier ; Fulton, un autre mécanicien ; Gramme, électricien, inventeur de la dynamo ; Faraday, aide préparateur, qui fit d'importantes découvertes en physique, et tous les autres, anonymes, qui ont participé au développement de la technique et de la science parce que les deux agissent et réagissent l'une sur l'autre ; tous ceux-là n'ont pas travaillé pour la technocratie, mais pour la collectivité.

Alors il serait un peu fort que ces messieurs, qui déjà ont un travail très intéressant, puissent encore se déclarer propriétaires de cette science qui appartient à la collectivité.

Pour justifier leur pillage de la production, ils utilisent — et Fourastié les utilise — deux faux arguments. Le premier est celui-ci : Si vous ne payez pas les technocrates d'une façon extraordinaire, vous arrêterez leur recrutement.

Alors, là, vaste blague ! J'ai toujours vu, autour de moi, les hommes qui avaient de la valeur se battre pour mettre en évidence cette valeur. Et c'est sain : cette ambition de vouloir servir la collectivité, en dehors de tout intérêt matériel, c'est, à mon avis, la chose la plus noble qui soit. A la tête d'une grande entreprise moderne pendant trois ans, j'ai vu tous se pousser pour avoir un poste plus important, même en dehors des questions de salaires. La passion professionnelle aussi compte ! Et j'estime même que dans une société bien organisée, ce serait faire injure à un homme de valeur que de vouloir le récompenser matériellement.

A ce sujet on peut citer comme exemple le peintre de renom international, le grand peintre mexicain Diego de Rivera, auquel les milliardaires américains offraient des sommes fabuleuses pour qu'il leur fasse leur portrait, et qui leur répondait : « Je n'ai pas le temps ; parce que dans une école de campagne j'ai une fresque à terminer. »

Et cette fresque, il la peignait au salaire syndical du peintre en bâtiment !

J'estime qu'en refermant l'éventail des salaires nous arriverions, au contraire, à une meilleure sélection des chefs ; les médiocres qui ne cherchent le poste que par intérêt matériel s'abstiendraient.

Deuxième argument, qui ne vaut pas mieux : si le technocrate est mal payé, il travaille mal.

Drôles de chefs ! Et Fourastié sort un argument qui me paraît tout à fait invraisemblable, il dit :

Mieux vaut 3 % d'injustice pour obtenir 30 % de diminutions sur les prix de revient.

C'est comme s'il disait : mieux vaut 3 % de vérole pour avoir 30 % de plaisir.

Seulement les 3 % d'injustice — vu que la justice est une exigence fondamentale de l'homme, et de l'homme bien né — empoisonnent tout le plaisir, et empoisonnent toute la société.

Smig et Salicrate

Tout comme il y a le Smig — qui est le Salaire minimum interprofessionnel garanti du simple manœuvre — pour arriver à fermer l'éventail des salaires il faut bien partir d'une situation donnée — nous proposons de créer le pendant du Smig, le Salicrate : c'est un néologisme parmi les sigles qui signifie « salaire limite pour technocrates ». Il n'y a pas de raison, alors qu'on limitait naguère les bénéfices, pour qu'on ne limite pas aujourd'hui les « salaires » des technocrates.

On pourrait partir ensuite de ces données pour fermer graduellement l'éventail des salaires, en ne donnant que des augmentations fixes, et non

des augmentations au pourcentage ; parce que vous avez certainement remarqué que quand on donne, dans les chemins de fer, une augmentation de 3 %, le pauvre bonhomme qui travaille sur la voie, et qui n'a que ses 50.000 anciens francs, ça ne lui fait pas grand-chose comme augmentation ; alors que pour le grand directeur, évidemment, 3 % ça représente déjà une bonne somme, ce qui creuse toujours plus le fossé entre les classes.

Et à ce sujet, il faut souligner la position invraisemblable prise par la C.G.T., une véritable trahison de la classe ouvrière commise récemment à l'E.D.F. Alors que les syndicats F.O., C.F.D.T. et les cadres électriciens de l'Eclairage proposaient de relever en priorité les salaires les plus bas (100 % en bas, contre 50 % en haut, évidemment suivant l'expansion), la C.G.T. s'est refusée à cela en disant : l'augmentation au pourcentage est inscrite dans nos conventions collectives, il faut la défendre. Que peut-on attendre de mieux d'une organisation qui ne rêve qu'à copier la Russie, et qui admet dans une Confédération, qui se prétend ouvrière, un syndicat des hauts cadres ; nous ne voyons pas comment peuvent assister à un congrès de cette Confédération, côte à côte, aux débats, le balayeur qui est payé au Smig et le grand directeur de l'entreprise ! Ils n'ont forcément pas le même intérêt.

Seule l'action !

Et c'est là qu'apparait l'utilité du mythe de la Société des Loisirs. Notre technocrate-philosophe déclare qu'il faut... **veiller à ce que les excès... de la revendication, sous ses formes usuelles de grèves ou même seulement de hargne** (ça nous rappelle quelque chose), **ne viennent réduire la vitesse du progrès.**

... C'est en définitive, dit-il, **le progrès des techniques de production et lui seul qui permet l'élévation de vie des masses.**

Il est certain que d'un puits où il n'y a pas d'eau on ne peut pas en sortir. Nous sommes tous pour développer la production avec des moyens techniques adaptés. Mais quand on nous raconte, comme le fait là Fourastié, que l'ouvrier doit être bien sage, même pas avoir de hargne intérieure, qu'il doit admirer les technocrates qui le dirigent, et encenser leur régime, que le paradis viendra tout seul, eh bien, quand nous constatons qu'en 10 ans (de 53 à 62) la production a augmenté de 100 % — ce sont les chiffres de Fourastié et de l'I.N.S.E.E. — et qu'on compare à cela la maigre augmentation des salaires, c'est lui-même qui donne un démenti à ses contes pour enfants sages.

Par ailleurs, il reconnait :

... Chaque catégorie de citoyens prêche pour son saint, c'est-à-dire pour l'aspect du réel auquel elle s'intéresse plus particulièrement. Seule la nation peut arbitrer.

Nous sommes d'accord. Mais la nation, aujourd'hui, dans le système technocratique, elle est représentée par quoi ? Par l'Etat. Et l'Etat est aux mains de qui ? L'Etat est aux mains des technocrates ! Alors, donc, la nation n'arbitre plus, puisque l'Etat tranche dans le sens de la technocratie.

Et, en face, comme nous le disions, il n'y a que les syndicats ouvriers. Parce que la soumission d'un Plan à un Parlement pour approbation, dans les conditions où cela se pratique, alors que les hommes qui sont là ne sont même pas qualifiés pour en trancher, n'ont pas eu le temps d'en prendre connaissance, c'est une véritable plaisanterie !

L'action ouvrière est un facteur de progrès nécessaire, parce que dans un pays où, en bas, on maintient le peuple dans la misère, on ne pourra pas avoir une civilisation supérieure en haut ; ce n'est pas possible ; ça sera toujours une civilisation factice. Pour qu'un pays monte réellement à une étape culturelle supérieure, il faut que cela parte de la base ; c'est dans une chaîne de montagne très élevée qu'il y a des sommets plus élevés encore.

A propos de l'action ouvrière, voici une citation que j'ai glanée dans « Information et Documents » (1-9-1966) qui est, comme vous le savez, la revue de propagande américaine et qui reconnaissait, à propos de la fameuse grève des mécaniciens de l'aviation :

Les augmentations acquises par les salariés ont dépendu bien plus de la puissance de leur syndicat que des progrès de leur productivité.

Voilà qui est net ! Et par ailleurs la revue donnait ces détails : l'Administration, devant les syndicats batailleurs, avait concédé 3,2 % d'augmentation ; elle avait ensuite lâché 4,3 %, et elle dut finalement, après 43 jours de grève, admettre 8 % d'augmentation !

Si l'Amérique est sortie de la grande crise de 1930, si nous avons vu là-bas ce développement formidable de l'industrie, c'est parce que Roosevelt avait donné leur carte à jouer aux syndicats, et que ces syndicats ont imposé un niveau de vie des masses de plus en plus élevé à une bourgeoisie qui était férocement antiouvrière, et qui a dû battre en retraite ; et c'est là-dessus que s'est développée cette formidable industrie ; alors que, autrement, ils ne seraient pas sortis du marasme.

L'intégration

On comprend que tous les technocrates, de tous les pays, ne trouvant en face d'eux plus que cette puissance réellement indépendante qu'est la classe ouvrière, qui prend de plus en plus de poids dans la vie de la nation — du fait même qu'elle est technicisée, elle a d'autant plus d'influence — on comprend que ces messieurs, les Américains y compris, veulent tous suivre l'exemple russe, et transformer les syndicats ouvriers en simples courroies de transmission des ordres de leurs planistes

Tous, y compris les Clubs politiques de la Fédération de Mitterrand. Nous avons eu avec un dirigeant de l'Atelier Républicain, un échange d'arguments, parce que lui aussi, il estimait que du moment que les syndicats ont participé à une discussion sur le Plan, dans des Commissions où ils sont minoritaires, ils devaient ensuite se transformer en gendarmes du Plan ; ils devaient oublier qu'ils ont le droit, voire le devoir, de contestation.

C'est par une intégration autoritaire des syndicats ouvriers qu'en Russie, la dictature du prolétariat s'est transformée en dictature sur le prolétariat. Chez nous, on procède beaucoup plus souplement. On a invité les responsables syndicaux à participer aux Commissions du Plan... — Laissons de côté cette malheureuse politisation des syndicats, cette pourriture politique que les staliniens ont introduite dans la C.G.T. et que d'autres pratiquent par ailleurs pour d'autres partis, alors que le syndicalisme devrait rester sur une position de défense du niveau de vie et de la dignité ouvrière, et, évidemment, aider au développement de la société. On invite donc les responsables syndicaux à participer platoniquement à l'élaboration du Plan ; on essaye de développer les Comités d'entreprise qui jusqu'à présent n'ont joué qu'un rôle de décor ; on nous a parlé de la loi Loichot-Capitant-Vallon concernant le futur intéressement des ouvriers à l'entreprise par

des actions qu'on leur attribuerait, ce qui reviendrait, au fond, à leur faire faire une épargne forcée puisque ces actions ne rapportent presque rien du fait que les patrons-technocrates se servent avant bilan ; et il est question de transformer le Sénat en Sénat économique avec des élections par professions.

A vrai dire, nous ne sommes pas contre tout cela, nous sommes même d'accord sous réserve — et les avis divergent là-dessus parmi les camarades de la « R.P. » — que le syndicat entre dans tout cela pour que les militants s'instruisent et en profitent pour poser les revendications ouvrières, mais à condition de ne pas être dupes et aussi à condition de ne pas être prisonniers, de ne pas devenir des otages de la technocratie.

Toutefois, quand on voit ces petits remèdes, et que par ailleurs on nous parle d'une marche vers une société sans classes et le socialisme, encore que technocratique, tout en glissant doucement sur des différences de salaires telles que nous les avons vues, ces mesures prennent évidemment un caractère petitement démagogique.

Il y a malgré cela, et en dehors de la lutte et de la volonté des hommes, dans les mécanismes économiques une espèce d'engrenage qui entraîne la société vers ce « salaire unique » dont les technocrates ne veulent pas.

Et c'est encore notre théoricien de la technocratie, qui pourtant fait l'apologie de la « valorisation du travail » par ses pairs, qui dit :

La fermeture de l'éventail des revenus est générale et n'est plus contestable ; cette puissante tendance s'impose même à des volontés politiques opposées.

Et il donne comme exemple le fait que dans l'espace de cent ans, les écarts de salaires, de hauts fonctionnaires par rapport aux huissiers, se sont réduits de 150 à 6.

Cette tendance moderne au salaire moyen se retrouve également en Amérique ; en 1929, seulement 29 % des Américains touchaient un salaire moyen ; en 1951, ils sont 47 % à le toucher.

Comme vous le voyez, il y a là une tendance — du fait que la base s'élève, et qu'elle se défend — à fermer l'éventail des salaires.

Il se peut très bien, et je l'espère, qu'en Russie, maintenant que l'ouvrier commence à oublier la terreur stalinienne (parce que les purges visèrent surtout des militants ouvriers : les délégués au fameux « Congrès des Vainqueurs » étaient en majorité des ouvriers ayant adhéré au Parti avant la Révolution ; ils ont été torturés et fusillés à 70 % par un Staline au service de la technocratie russe (rapport Khrouchtchev au XXe Congrès), maintenant que cette terreur commence à se relâcher, parce que les technocrates eux-mêmes veulent vivre dans une ambiance un peu plus détendue, il est probable que là-bas aussi cette tendance au salaire moyen s'affirmera, et que l'ouvrier russe réussira à fermer l'éventail des salaires, à monter le sien et à abaisser celui de ses technocrates.

Les mythes se réalisent

Depuis Lafargue, beaucoup de choses ont changé ; on nous fait miroiter pour l'avenir le mythe de la Société des Loisirs, mais depuis Lafargue il y a eu pas mal de mythes qui se sont réalisés :

Ainsi le mythe de la Sécurité Sociale dont notre chef d'Etat voudrait s'attribuer le mérite, mais qui, par les Assurances Sociales, a déjà eu une réalité depuis 1930 ; du temps de Lafargue, un ouvrier malade du cancer n'aurait pu rêver de subir une opération et un traitement qui globalement valent facilement un million...

Nous avons eu également le mythe des 40 heures qui s'est réalisé, qui existe encore dans beaucoup de professions, dans le Livre entre autres ; en Amérique les 33 heures se généralisent et, comme nous le disions, les Electriciens de New York ont déjà les 25 heures, ce mythe s'est donc réalisé également.

Il y eut le mythe des Congés payés. Ces pauvres femmes de Mulhouse qui allaient pieds nus dans la boue en se couvrant la tête de leur tablier contre la pluie et la neige, si un agitateur syndicaliste leur avait dit : « Vous aurez un mois de congé payé ! », elles n'auraient pu le croire, et, pourtant, ce mythe aussi s'est réalisé.

Et le fait même que le mythe d'une Société des Loisirs soit agité aujourd'hui par les technocrates comme une carotte devant un quadrupède réticent, est, en lui-même, très significatif ; il ne cause plus de scandale ; ce fou génial de Lafargue quand il disait qu'il fallait apprendre aux ouvriers à ne travailler que trois heures par jour, et qu'il fallait leur apprendre aussi à occuper leurs loisirs, cela a dû faire rire même des socialistes de son parti. Pourtant, aujourd'hui, des journaux très sérieux consacrent des articles importants à la Société des Loisirs.

Ces mythes d'une société supérieure — d'une société qui va vers une culture supérieure, car pour se cultiver, il faut avoir le temps de le faire, ces mythes pour qu'ils deviennent réalité, cela dépend surtout de l'action des hommes.

Ma confiance dans l'intelligence humaine — vous voyez que je suis optimiste —, l'intelligence humaine qui a réussi des miracles dans le domaine technique, comme ces rencontres dans l'espace — je trouve que cela ne sert en rien l'homme ; ça sert au contraire à préparer la guerre ; mais je ne peux m'empêcher d'admirer ces miracles techniques ; donc, j'espère que l'intelligence humaine réussira également à les réaliser dans l'art de vivre, dans le domaine social.

Et j'espère qu'on arrivera enfin à avoir une production harmonieuse, ultra-perfectionnée, une production pour l'homme et non une production à laquelle, comme à une divinité sanguinaire, on sacrifie le pauvre animal humain. Et que l'on remplacera enfin le concept technocratique de « production maximum » par le concept socialiste

Et ce jour-là, dans une société de l'abondance, les classes pourront s'oublier ; on sera réellement arrivé à une société sans classes ; le groupe humain pourra alors retrouver son unité de l'âge d'or, qui reste comme un espoir inconscient au fond de chaque homme, et cette unité du groupe humain que les technocrates eux-mêmes voudraient réaliser, mais sous leur férule, eh bien, cette unité retrouvée nous redonnera aussi la fraternité, qui fera que nous connaîtrons une vie plus heureuse que celle que nous avons à présent... même pour les technocrates.

M. LIME.

Une mesure égalitaire

Une mesure que les partisans du maintien et même de l'aggravation de la hiérarchie des salaires n'approuveront pas est celle que vient de prendre la direction des « Editions Mondiales » en décrétant une augmentation uniforme de 10.000 AF par mois à tout son personnel, de la femme de ménage jusqu'aux divers directeurs.

Nous, nous approuvons. Sans nous faire d'illusion sur l'esprit égalitaire de cette entreprise.

Du nouveau dans les syndicats américains

(SUITE ET FIN)

La principale pomme de discorde entre Reuther et Meany porte sur les principes et les tactiques d'un syndicalisme démocratique.

« *L'unité ouvrière construite sur la base d'un rapport monolithique peut seulement être une unité formelle, non une unité de substance. Une telle unité n'est possible que lorsque les programmes et les politiques d'un mouvement ouvrier libre sont le produit final d'un débat libre et ouvert, à l'issue duquel la diversité peut être harmonisée en un commun dénominateur ayant une signification en vue d'une action conjuguée.* »

Reuther intente un procès à son président, George Meany : « L'A.F.L. - C.I.O. (...) *souffre d'un complexe d'autosatisfaction et d'adhésion au « statu quo » et elle ne sert pas les objectifs fondamentaux qui ont inspiré l'unité syndicale. Elle manque de la vision sociale, de la combativité dynamique, de l'esprit de croisade qui devraient caractériser un mouvement ouvrier moderne progressif.* »

Le cas de l'*A.F.L.-C.I.O.*, sous la direction de George Meany, ne répond certes pas à ces critères : « *Malheureusement l'esprit de tolérance à l'égard d'idées nouvelles et de points de vue différents et la compréhension du fait qu'un mouvement ouvrier libre, de même qu'une société libre, doit atteindre l'unité dans la diversité font complètement défaut.* »

Et l'attaque vise Meany en personne : « *Il a découragé d'une main lourde des discussions en profondeur sur des questions de politique fondamentale et sur l'évaluation objective d'idées nouvelles et de nouveaux concepts. On ne peut se servir d'un mouvement ouvrier démocratique comme s'il était la propriété privée et personnelle d'une seule personne.* »

Et Reuther d'avouer la « captivité » à laquelle il a si longtemps cru devoir se soumettre : « *Nous étions les prisonniers de ce petit club exclusif qu'est le conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O.* » Les responsables qui ont participé aux délibérations de la direction confédérale « *ont vu la grande promesse de la fusion ne pas être tenue et ils ont été de plus en plus troublés par l'inaction, l'indifférence, l'étroit négativisme, l'absence d'une direction dynamique et inspirée.* »

Et de reconnaître, aussi, combien il lui a fallu de temps pour se risquer à un éclat : « *Nous nous sommes abstenus de rendre publics ces désaccords avec l'espoir que le mouvement ouvrier unifié mûrirait d'une unité purement formelle à une unité de substance. Cela ne s'est pas produit.* »

Cependant Reuther voudrait éviter que ses lecteurs puissent croire que, dans son violent réquisitoire, il est inspiré par des considérations d'amour-propre ou d'ambition personnelle. Aussi rappelle-t-il que, lorsque la fusion a eu lieu, en décembre 1955, il n'a brigué aucune charge dans le mouvement ouvrier réunifié. Il a laissé (nous ajouterons : à tort) la présidence et le poste de secrétaire-trésorier aller à des représentants de l'*A.F.L.* Il n'a été préoccupé — il n'est toujours préoccupé — que de « questions de principe ».

UN REQUISITOIRE CONTRE L'A.F.L.-C.I.O.

La querelle de « principes » que Reuther engage contre Meany porte, tout d'abord, sur le régime intérieur de l'*A.F.L.-C.I.O.* Il accuse le président de la centrale de constamment violer les statuts confédéraux : « *Le mandat presque unanime des congrès de l'A.F.L.-C.I.O. a été contrarié lorsque les dispositions des statuts ou le mandat donné par le congrès ne coïncidaient pas avec le bon plaisir du président de la centrale.* »

Deux exemples : les statuts confédéraux prévoyaient le fonctionnement d'un « comité exécutif », rouage le plus élevé de l'*A.F.L.-C.I.O.* entre les congrès et à qui était attribuée l'importante fonction de formuler des recommandations au « conseil exécutif ». Mais ses membres l'ont peu à peu déserté, car Meany n'y permettait pas de véritable discussion sur la politique de la centrale. Il ne s'est pas réuni depuis quatre ans, et il n'existe pratiquement plus : au dernier congrès confédéral, on n'a même pas pris la peine de pourvoir à la nomination de ses membres.

Un autre organisme de direction, le « bureau général », a été vidé de son contenu. Il ne pouvait discuter que ce qui plaisait au chef suprême. Son ordre du jour était expédié en trente minutes et il lui arrivait d'être convoqué la veille du jour où s'ouvrait le congrès confédéral, ce qui le rendait parfaitement superflu.

Second exemple : le congrès confédéral de 1959 a créé un mécanisme permettant, enfin, de régler les sempiternelles querelles de « juridiction » entre les diverses fédérations rivales. Mais cette décision a été bloquée par le président Meany et au congrès suivant il a fallu toute l'insistance des fédérations du Département des unions industrielles pour que Meany renonçât à violer plus longtemps le mandat que lui avait confié le congrès précédent, et il n'a cédé qu'« *après des disputes longues, ardues, et, par moments, rudes.* »

Un des principaux chefs d'accusation de Reuther contre Meany, c'est la chute des effectifs du *Labor* et la baisse du pourcentage relatif des organisés par rapport aux inorganisés. Pour le vice-président démissionnaire, le manque d'enthousiasme de Meany à l'égard des campagnes de recrutement a une cause bien précise : la politique « étroite et restrictive », « négative et malsaine » du président de l'*A.F.L.-C.I.O.* qui a toléré qu'une quelconque fédération puisse opposer son veto et bloquer ainsi une campagne de recrutement en revendiquant pour elle seule la « juridiction » exclusive de tout un secteur à organiser. C'est ce qui s'est produit, en 1961, où vingt-six fédérations se sont montrées d'accord pour une campagne de recrutement parmi les travailleurs du commerce de gros et de détail, au nombre de plus de 4 millions, et où le président de la vingt-septième a dit : non.

L'autre cause de l'insuccès, c'est la ladrerie des fédérations syndicales et de la centrale. « *Une croisade de recrutement n'est possible que si le mouvement ouvrier tout entier y engage ses ressources aussi bien financières qu'humaines. Ces ressources, il les a.* »

A l'opposé de cet égoïsme sacré, le Département des unions industrielles a fait preuve de largesse en n'hésitant pas à jeter toutes ses ressources et tous ses cadres dans diverses campagnes de recrutement : celle de la fédération des enseignants, celle de la fédération des fonctionnaires gouvernementaux, celle de la fédération des travailleurs de la terre et de la main-d'œuvre nomade. Mais il reste encore à recruter un million d'enseignants et trois millions de fonctionnaires gouvernementaux et Reuther demande que 5 millions de dollars soient affectés au recrutement des travailleurs de la terre ainsi qu'à l'organisation des travailleurs déshérités.

Dans l'ensemble, le président des travailleurs de l'Automobile propose que, pour une période de six ans, le quart des revenus de la confédération soit affecté au recrutement et que chaque fédération affiliée verse un dollar par an et par membre. L'objectif à atteindre est de doubler les effectifs du *Labor* organisé en les portant de 13 millions et demi à 27 millions de membres.

Un autre grief de Reuther, c'est la carence de l'*A.F.L.-C.I.O.* en face de la révolution technique du XXe siècle qui « *avec l'automation, les ordinateurs et ses fantastiques nouveaux instruments de science et de technologie confronte le mouvement ouvrier et la nation avec des problèmes nouveaux et urgents* ». En particulier, il lui semble que le

Labor ne pourrait sauvegarder son avenir dans les industries les plus sévèrement affectées par les effets de l'automation et qui étaient, le plus souvent, largement gagnées au syndicalisme que s'il étendait le recrutement syndical aux secteurs plus faibles vers lesquels la force de travail est déplacée par le progrès technique.

LES CARENCES DU « LABOR »

Selon Reuther l'*A.F.L.-C.I.O.* n'est pas à la hauteur de sa tâche même dans la routine de l'action syndicale quotidienne, c'est-à-dire dans la négociation collective et la défense des revendications immédiates des salariés. Ici encore ce qui fait défaut, c'est la solidarité ouvrière. Le *Labor* est paralysé par l'avarice et le particularisme des fédérations de métier. Aussi Reuther réclame-t-il la création d'un fonds national de grève, pour lequel chaque fédération verserait un dollar par an et par membre et qui fournirait « *un soutien adéquat aux travailleurs dans les circonstances où leur employeur vise à détruire le syndicat, à briser une grève ou refuse de négocier avec bonne foi.* » On pourrait alors dire à ces mauvais patrons que la lutte ne se déroule plus simplement entre eux et leurs salariés, mais entre leur firme et l'ensemble du mouvement ouvrier uni.

Pour mieux renseigner les diverses fédérations sur les conditions du travail conquises dans les autres secteurs du Travail et les mieux préparer ainsi à la négociation collective, Reuther a établi dans son Département des unions industrielles un centre informatif qui décortique chaque contrat et fait passer par l'ordinateur toutes les informations qu'il contient. En une minute, l'appareil est à même de fournir plus de renseignements qu'un département ordinaire de Recherches peut le faire en trois semaines. Et, par téléphone, en cinq minutes, un responsable syndical obtient des informations sur n'importe quelle question. « *C'est*, conclut Reuther, *la façon dont un mouvement ouvrier moderne doit fonctionner.* »

L'*A.F.L.-C.I.O.* n'a pas moins failli à sa mission en se montrant incapable d'obtenir, malgré sa creuse démagogie, l'abolition, ou tout au moins la réforme, de la loi anti-ouvrière Taft-Hartley. Dans un autre domaine encore, celui de la sécurité sociale, sa carence n'est pas moins scandaleuse. (Elle découle, pour une part, des œillères d'un syndicalisme figé dans le corporatisme et qui se borne à défendre l'intérêt ouvrier par des négociations collectives avec le patronat sans exercer une pression suffisante sur les pouvoirs publics pour leur arracher des prestations sociales plus substantielles ; il en résulte un déséquilibre dont pâtissent les salariés des industries les moins importantes et les moins organisées du point de vue syndical). Cependant la centrale, aux dires de Reuther, retarde en ce domaine, même sur les projets de l'administration Johnson. Reuther, citant l'exemple de la Suède, s'indigne de ce que la nation la plus riche du monde soit incapable de faire pour ses vieux travailleurs ce qu'accomplit un petit pays européen.

Dans son souci réaliste de suivre pas à pas l'évolution industrielle, Walter Reuther observe que les grands trusts se livrent à des activités de plus en plus diversifiées. C'est ainsi que l'*Armour Packing Company*, spécialisée en principe dans l'abattage et la mise en conserve de la viande, vient d'acquérir l'entreprise de construction de locomotives *Baldwin*. Ford a acheté la firme électrotechnique *Philco*. *Wilson Packing Company*, une autre entreprise d'abattoirs, vient de s'adjoindre la plus large entreprise d'équipements sportifs. Et il conclut que les grands trusts, étant de plus en plus enchevêtrés, en face d'eux aucune organisation ouvrière ne peut demeurer isolée. Une coordination est indispensable. De même que le syndicat de métier a dû céder le pas au syndicat industriel, aujourd'hui le syndicat industriel cède le pas à un syndicalisme à l'échelle du département industriel.

Le programme social développé par Walter Reuther en opposition à la routine étroite des syndicats de métier comporte, bien entendu, des aspects que l'on pourrait qualifier de « réformistes ». Reuther n'est pas un révolutionnaire, mais un disciple de la social-démocratie européenne. De descendance germanique, il a, dans sa jeunesse, travaillé comme ouvrier de l'autre côté de l'Atlantique. Sa vision est gâtée par une illusion de l'« intérêt général » que dément la réalité de la lutte des classes — une lutte de classes que, d'ailleurs, il lui arrive de pratiquer, ce qui le différencie des « réformistes » européens.

Il s'imagine que le mouvement ouvrier, sans abolir le régime capitaliste, pourrait aborder les problèmes de la société « dans sa totalité ». Il se montre prêt à coopérer avec des associations civiques pour conserver et développer les ressources naturelles de la nation. Il voudrait se mêler de reconstruire les villes américaines (dont il convient, avec raison d'ailleurs, qu'elles sont « les plus laides du monde »). Il voudrait que le *Labor* s'occupe des loisirs, de l'enseignement, des problèmes culturels, de la pollution de l'eau et de l'air, etc. Il nourrit la chimère que le mouvement ouvrier qui, selon les sondages d'opinion, vient bon dernier, par rapport aux autres groupes sociaux, dans les préférences du public, pourrait se rendre plus aimable aux yeux des philistins. Par exemple, s'il faut, selon lui, rajuster les salaires des employés des services publics, c'est pour qu'ils ne puissent plus recourir à des grèves « impopulaires » et « nuisibles à la communauté ».

Par une action dite communautaire, et qui n'est autre qu'une sorte d'assistance sociale aux déshérités, Reuther se flatte d'attirer au *Labor* la jeunesse estudiantine, les universitaires, les intellectuels libéraux.

L'optique différente qui, sur ce point, sépare Reuther de Meany n'est autre que le conflit classique entre un syndicalisme vieux jeu qui entend se cantonner sur le plan strictement revendicatif, non seulement parce qu'il a pris de l'âge et qu'il a des œillères, mais aussi parce qu'il est conscient des limites que lui impose l'adversaire patronal, et un syndicalisme dit « constructif », qui voudrait élargir son action au point de prétendre faire le bonheur de tous les hommes : comme si la société était réellement une société démocratique, une société de « bonne volonté ». Reuther a sans aucun doute raison contre Meany lorsqu'il lui reproche de mal diriger la lutte revendicative, mais son argumentation est moins solide lorsque, dans un pays supercapitaliste comme les Etats-Unis il se flatte, utopiquement, de servir l'« intérêt général ».

OU VA REUTHER ?

Après avoir exposé ses doléances à l'égard de la gestion de la centrale syndicale et esquissé son propre programme, Walter Reuther déclare tout net, en guise de conclusion, qu'il lui faut reprendre sa liberté : « *En de telles circonstances, appartenir plus longtemps à des rouages de direction ne serait rien qu'une conduite futile et, en notre âme et conscience, nous ne pouvons pas continuer à servir.* » Et le porte-parole des *U.A.W.* annonce son intention de ne plus mener la lutte dans le cadre étroit, privé et exclusif des sommets de l'*A.F.L.-C.I.O.*, mais dans l'arène plus large du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Va-t-on lui reprocher, ce faisant, de « diviser le mouvement ouvrier » ? Sa réponse est toute prête : « *Ce qu'on appelle unité ouvrière n'est pas une pièce de musée. L'unité ouvrière doit avoir un sens. Nous ne cherchons pas à la détruire. Nous cherchons à lui donner un contenu.* »

Dans cette nouvelle opposition, Reuther et, avec lui les *U.A.W.*, vont-ils se trouver seuls ? Non point. Il assure compter dans le mouvement ouvrier de nombreux amis syndicalistes dévoués et sincères, qui partagent son mécontentement et son inquiétude, mais qui hésitent encore à les exprimer publiquement. Ces scrupules, il croit devoir les respecter : « *Nous avons décidé de ne pas les impliquer dans notre récent effort parce que, ce faisant, nous nous serions exposés à l'accusation de vouloir créer au sein de l'*A.F.L.-C.I.O. *une tendance organisée en vue de la conquête de la direction confédérale.* »

De fait, à l'heure où sont écrites ces lignes, Walter Reuther et les millions de syndiqués qui le

suivent n'ont pas pris — ou pas encore pris — la décision de rompre avec la centrale syndicale. La révolte des Noirs, et celle de Detroit, capitale de l'Automobile, en particulier, donnent combien raison à Reuther lorsqu'il accuse l'*A.F.L.-C.I.O.* de se faire le gardien de l'ordre établi. Elles devraient accentuer, pour le moins, la ligne de démarcation entre un syndicalisme antiraciste dont le prototype est la direction, sinon toujours la base, des *U.A.W.*, et le racisme invétéré du clan confédéral de George Meany. Elles pourraient aussi, par contagion, radicaliser toute l'avant-garde du *Labor*, tout en stimulant les préjugés raciaux du secteur le plus rétrograde. Toutefois, pendant l'insurrection de Detroit, Reuther n'a pas bougé et il en a attendu l'écrasement pour proposer de faire nettoyer les rues des débris qui les jonchaient !

Il est encore trop tôt pour augurer de l'attitude future de Walter Reuther. L'homme est trop avisé pour prendre l'initiative d'une scission où il n'aurait pas la certitude d'entraîner derrière lui au minimum les cinq millions de syndiqués qu'il avait apportés, en 1955, à la centrale réunifiée. Or, il n'est pas du tout prouvé que les dirigeants des anciennes fédérations du *C.I.O.*, devenus casaniers, aient envie de se lancer, avec Reuther, dans une aventure à la don Quichotte. Aucune fédération importante n'en a manifesté jusqu'à présent l'intention. D'autre part, le Président Johnson a accueilli avec froideur les vitupérations de Reuther contre la direction confédérale et n'a pas caché ses préférences pour la gestion conservatrice de George Meany. Reuther, rivé par des chaînes très anciennes à la Maison Blanche, est obligé de ménager l'administration Démocrate.

Le seul diagnostic qui peut d'ores et déjà être établi, c'est qu'après des années de stagnation quelque chose a commencé de bouger dans le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Et c'est peut-être aussi que le syndicalisme d'industrie et le syndicalisme de métier n'ont pas cessé d'y être incompatibles. Malgré l'évolution générale de la technique, cette antinomie n'a pas été transformée, comme certains l'ont cru, en un « débat purement académique ». Elle n'a été effacée qu'en apparence par la réunification syndicale de 1955. La branche la plus active du *Labor*, celle des fédérations industrielles, où se manifeste un renouveau de militantisme en provenance de la base, n'a pas dit son dernier mot.

Daniel GUERIN.

Les camps de concentration en U.R.S.S.

L'hebdomadaire anarchiste italien « Umanità Nuova », du 5 août dernier, a reproduit une lettre de la femme de l'écrivain soviétique Juri Daniel qui, on le sait, a été condamné aux travaux forcés pour avoir critiqué le régime soviétique. Dans cette lettre, la femme de l'écrivain dénonce les conditions qui sont faites à son mari dans le camp de concentration où il est interné :

« Je m'adresse au gouvernement, aux représentants des associations, aux juristes et aux médecins, aux scientifiques et aux écrivains pour les prier de faire cesser le comportement inhumain et illégal des responsables du camp de travail correctionnel (boîte postale 385-17) dont le commandant est le camarade Annienkov, où est interné mon mari, l'écrivain Juri Daniel. Je demande que l'on empêche les actes arbitraires qui mettent en danger la vie et la santé de mon mari et des autres internés, et qui compromettent notre gouvernement et notre légalité.

« Daniel est actuellement enfermé dans la prison du camp et devra y rester six mois. Voici les faits qui ont motivé cet emprisonnement : les gardiens ont voulu empêcher Daniel d'utiliser une crème contre les moustiques et lui ont demandé de leur remettre cette crème. Le procédé n'est pas nouveau : déjà dans les années 30, lors de la violation, maintenant reconnue, de la légalité socialiste, les chefs des camps de concentration avaient infligé la torture qui consiste à exposer les internés aux piqûres des moustiques.

« Daniel a refusé de rendre la crème. Alors trois gardiens lui ont sauté dessus et lui ont tordu les mains. Naturellement, Daniel a opposé une résistance. Ils l'ont immobilisé, jeté à terre, lui meurtrissant le visage, ils lui ont mis les menottes et l'ont enfermé dans la prison du camp avec le traitement du « régime aggravé ».

« Dans la prison à « régime aggravé », il est défendu de se coucher du matin jusqu'au soir, il fait froid et humide même en été et la ration alimentaire est réduite... Daniel est d'une santé délicate : il souffre d'une inflammation chronique à l'oreille, négligée pendant la détention sans contrôle médical ni consultation de l'oto-rhino et sans avoir à sa disposition les médicaments nécessaires bien qu'il les ait constamment réclamés; en outre, il y a sa blessure de guerre et l'épuisement de l'organisme après un an de sous-alimentation dans le camp. Je suis inquiète pour la vie de mon mari.

« La punition infligée à Daniel n'est d'ailleurs nullement exceptionnelle dans le camp où sont enfermés les détenus politiques. Ici n'importe quel acte arbitraire du commandant est licite : la diminution des rations alimentaires, la réduction ou la suppression totale des visites des membres de la famille, l'interdiction d'envoyer ou de recevoir lettres, colis, tabacs, livres sont choses légalisées. Et puis il y a la cellule de punition, les menottes, la prison à « régime aggravé ». Etant donné que le commandant du camp peut agir sans contrôle et que les détenus n'ont aucun droit, vivant coupés de la société et du monde extérieur, le commandant peut motiver n'importe quelle décision prise par lui avec le prétexte de « mauvais comportement » de l'interné, ou bien en l'accusant de ne pas avoir atteint le niveau de production fixé.

« En 1967, qui est l'année du cinquantenaire du pouvoir soviétique, on traite les condamnés avec des méthodes que le code soviétique des années 20 avait qualifiées de tortures.

« Tout ce que je viens de dire devrait, à mon avis, susciter des préoccupations et conduire à réclamer que la légalité socialiste soit établie dans les lieux de réclusion. Et le respect de la légalité et de l'humanité ne peut être garanti que d'une seule façon : en rendant publiques les règles qui gouvernent les lieux de détention et en fixant clairement les normes obligatoires sur les rations alimentaires. Ces règles devraienet être connues aussi bien dans les camps qu'au dehors. Et de cette manière devrait être garanti au détenu le droit de dénoncer les violations des règlements et les actes arbitraires, et ce, pas seulement auprès du commandant du camp.

« Dans mon cas particulier, je demande une enquête publique sur ce qu'il en est et je demande la libération immédiate de mon mari de la détention illégale dans la prison à « régime aggravé ». Il est nécessaire aussi d'ouvrir une information, sous contrôle public, sur l'emprisonnement dans la prison à « régime aggravé » de l'étudiant L. Rendel, puni simplement parce qu'il avait demandé à parler aux supérieurs pour protester contre l'administration du camp.

« Il y a plus d'un mois, j'ai adressé une lettre aux écrivains, à la Présidence et au Secrétariat de l'Association soviétique des écrivains : Fedin, Surkov, Tvardovski, Soboliev, Ciakovski, Leonov, Tikonov. Dans cette lettre, je décrivais particulièrement les conditions du camp où est enfermé Daniel et les exactions qui s'y commettent. Si ces écrivains s'étaient inquiétés des informations que je leur donnais, peut-être que la punition décidée, au début de juin, à l'encontre de Daniel aurait été évitée. Mais moi, au contraire, j'ai de bonnes raisons pour croire que la punition infligée à mon mari soit précisément en relation avec la lettre que j'ai envoyée aux écrivains. Lettre qui n'a provoqué ni réaction, ni réponse. C'est la faute de la passivité de l'opinion publique si des individus irresponsables, mais investis de l'autorité, peuvent introduire dans la vie et dans notre conscience l'exaction et la violence. »

La bride sur le cou :

LE TRAVAIL EN PROVINCE

Dans certaines régions du Sud-Ouest de la France, les possibilités d'emploi (malgré la fameuse décentralisation !) sont assez restreintes : les seuls débouchés possibles pour un non-spécialisé, sont les entreprises régionales régissant à elles seules le marché du travail sur l'ensemble d'une localité, et parfois d'un département.

Très souvent, propriétaires de leurs entreprises, les patrons sont devenus une sorte de seigneurs modernes régnant sur un fief industriel et fournissant à la population (la majorité ex-cultivateurs ou ouvriers agricoles ; donc non spécialisés) un travail peu rétribué et pénible.

Néanmoins on considère ces employeurs comme des bienfaiteurs, et leur influence grandit de jour en jour. Les candidats à l'entreprise seigneuriale (pardon ! patronale) sont soumis avant l'embauche à l'habituelle cérémonie des tests psychotechniques et autres, non dans le but, comme on le croit généralement, de rechercher en toute objectivité quel genre de travail s'adapte le mieux à chaque individu, mais pour opérer une sélection impitoyable visant uniquement à découvrir ceux qui pourront être affectés à un poste de rendement profitable à la rentabilité de l'entreprise ; les patrons ne sont pas des sentimentaux... et les cadeaux sont exclus, même pour Noël.

On arrive dans l'univers presque concentrationnaire de l'usine, le lieu de travail étant fixé, le contre-maître-adjudant vous encadre et surveille vos débuts. De plus, il est chargé de noter et d'étudier les hommes placés sous sa coupe.

De son appréciation dépend l'avenir du nouveau, et sa préférence ira surtout à celui qu'il jugera susceptible d'être exploité à fond, celui qui aura le plus de dispositions à devenir un automate et à accepter d'être astreint à une cadence de production dont il ne devra en aucun cas se départir sans s'exposer à la réprimande. Ni fatigue passagère, ni faiblesse ne sont alors admis pendant les heures de travail ; le système est disciplinaire, le rendement exigé.

Le comité d'entreprise, quand il y en a un, fait du social, l'organisation à ce point de vue est irréprochable, ce qui rachète en partie le despotisme usinier et ramène à la direction un courant de sympathie qui fait dire à certains qu'elle fait bien les choses, et l'on entend alors le manœuvre déclarer qu'évidemment le travail est dur, mais que, par contre, après le travail de l'usine on peut se délasser dans une salle de repos ou de lecture, regarder la télévision, prendre une douche, etc. (avantages réservés exclusivement aux célibataires logeant à l'intérieur de l'entreprise).

Jean-Pierre TOURBILLE.

SECTION DES JEUNES de l'Union des Syndicalistes

Fondée le 7 octobre 1967, au cours de la réunion mensuelle ordinaire de l'Union des Syndicalistes, la section des Jeunes organise sa première réunion *le mercredi 25 octobre à 19 h 21, rue Jean-Robert, Paris-18e.*

Les lecteurs et abonnés *jeunes* de la R.P. sont cordialement invités à cette réunion dont le compte rendu paraitra sous la rubrique de « *La bride sur le cou* » en novembre.

ZOOM

Le jour où les poissons...

La guerre atomique, la mort radioactive ne sont pas des sujets particulièrement folâtres. C'est la raison pour laquelle les cinéastes qui abordent ce sujet prennent en général un ton grave. Cela nous a valu le terrible « War Game » de Peter Watkins, le « film de chevet » de tous les pacifistes.

Mais Cacoyannis est un latin. Sophocle faisait rire des choses les plus graves. Cacoyannis fait rire ses contemporains d'un rire jaune, qui parfois se bloque dans la gorge.

Un bombardier atomique est en perdition au-dessus d'une petite île de Grèce ; avant de sauter en parachute les deux aviateurs larguent leurs deux bombes atomiques et un mystérieux caisson, qui s'avérera contenir des substances radioactives. L'aventure commencera pour les deux aviateurs qui erreront sans fin sur l'île, presque nus. Prévenus de la disparition de l'avion, « l'Octogone » enverra de soi-disant techniciens de l'hôtellerie pour récupérer les engins malfaisants. Ils débarqueront dans l'île affublés d'incroyables costumes d'été (nous sommes en 1972). Et c'est là que les choses s'aggravent ; les deux bombes sont récupérées, mais la boite a été volée par un berger persuadé qu'elle contient un trésor. Là-dessus arriveront en masse des touristes dont l'allure dépasse de loin ce que l'on a vu de mieux à Saint-Tropez, des archéologues, etc. Et tout cela finira très mal... Notre berger réussira à percer la caisse mystérieuse et n'y trouvera que des œufs bruns. Déçu, écœuré, il jettera le tout à la mer, cependant que sa femme jette deux de ces œufs radiocatifs dans le réservoir qui alimente toute l'île. Vous révéler la fin serait gâcher votre plaisir. Ce film de Cacoyannis est un vrai régal malgré quelques longueurs. En fait, c'est le plus grave avertissement contre le péril atomiqui qui ait jamais été réalisé. On rit certes, mais du rire de Moloch. Ainsi appelait-on le rictus que l'on voyait sur la bouche des enfants agonisants, grillés vifs dans le ventre du dieu meurtrier.

Finalement « Le jour où les poissons... » est un film cruel dont certains passages sont d'un tragique atroce, prenant « aux tripes ».

Espérons que nous ne serons pas comme ces touristes qui dansent sur un volcan, refusant de voir la catastrophe, l'apocalypse qui commence devant eux, cependant qu'une voix leur crie : « Attention, please... ». Mais personne n'écoute.

L'interprétation est au-dessus de tout reproche ; il faut saluer tous les comédiens. Remarquons particulièrement l'étonnante interprétation de Marlena Carrere dans le rôle de la femme du berger, et l'amélioration de Candice Bergen, par rapport à « la Cannonière du Yang-Tsé ». Regrettons quelques fautes de mise en scène, sans doute dues à des circonstances difficiles de tournage.

La musique est de Mikos Théodorakis, l'auteur de la musique de « Zorba le Grec » Théodorakis a été jeté en prison par le nouveau régime d'Athènes. Lorsque son nom apparait au générique, la salle applaudit... Les hommes en prison pour leur idéal trouveront toujours par le monde des mains fraternelles qui se tendent vers eux.

Ce film sera donc un double message de liberté et de paix. Souhaitons qu'il porte ses fruits.

Edouard DUCOURAU.

NOTULES

DELIRE POLITIQUE A BASE LINGUISTIQUE

En notre temps de délire à base de francophonie, il n'est pas mauvais de rappeler que « Louis XIV, annexant l'Alsace, ne songea pas un instant à y interdire la langue allemande ». Ce n'est qu'en 1768 que la monarchie s'avisa de fonder en Alsace « des écoles où le français serait enseigné ». Vidal de La Blache, qui conte cette histoire *(La France de l'Est)*, ajoute « que cette indifférence à la question des langues ne nous choque par trop. Tirons-en plutôt la leçon qu'elle contient. Elle nous élève au-dessus des conceptions étroitement jalouses qui depuis ont armé, sous prétexte de langues, peuples contre peuples. Elle nous transporte dans un temps où un autre esprit régnait dans les relations des hommes. Il n'y avait pas alors de questions de langues. Heureux XVIII[e] siècle, où la guerre n'engendrait pas de haine durable, où le poison des animosités nationales n'était pas inoculé et exaspéré à plaisir par tous les moyens dont l'Etat dispose. »

Julien Benda : *La trahison des clercs*, 1924.

VIEILLES OUTRES, VINS NOUVEAUX

On lit partout « Israël, c'est le dernier épisode du colonialisme ! » C'est inexact. De quelle nation colonialiste serait-il l'émanation, Israël ?

Il serait tellement plus simple de reconnaitre qu'il s'agit d'un phénomène nouveau !

Je dirai plus. Renan parle quelque part de « la destinée unique du peuple juif ». *Il s'agit d'un phénomène unique.*

On n'éclaircira pas la question en essayant de la faire entrer dans une rubrique générale comme celle de « colonialisme ».

De même on parle d'*impérialisme américain*, (les uns parce que le terme est blessant, les autres parce qu'il est commode), sans jamais remarquer qu'il convient mal à la situation.

Certes, tout au cours de l'histoire humaine, chaque fois qu'il y a eu en un point supériorité de force, il y a conquêtes autour de ce point : Perses, Alexandre, Rome, Arabes, Espagne, Turcs, Louis XIV... et j'en passe. Un Grec a donné la formule : « *Il est naturel que l'on commande là où l'on en a le pouvoir.* »

Or, il est arrivé que des impérialismes européens (anglais, français, hollandais) ayant parfaitement réussi en leur entreprise de génocide et de conquête ont eu un rejeton (l'Amérique non « latine ») qui dépasse toutes les nations en puissance et en richesse, un rejeton, donc, bien placé pour pratiquer l'impérialisme, pour se livrer à son tour, au massacre, et à la conquête.

Or, précisément, ce rejeton *ne fait pas cela.* Il a fait et gagné deux grandes guerres sans conquérir un mètre carré. Mieux, il a liquidé ce qui avait pu lui venir de guerres antérieures : Philippines, Hawaï, Porto-Rico. Et s'il a aujourd'hui des soldats au Vietnam on peut être sûr que ce n'est pas dans le même but que celui de MM. de Gaulle et Thierry d'Argenlieu, en 46 : reconquérir l'Indochine.

Alors ?

Alors, force est bien de reconnaitre que nous avons là un phénomène nouveau. En répétant « impérialisme » nous mettons, comme dans le cas précédent, un vin nouveau dans une vieille outre. Et ceci par paresse d'esprit. Ce n'est pas la méthode pour aller au vrai.

Pour le premier des phénomènes que j'ai dit (les Juifs en Palestine), il est possible qu'aucune explication ne soit jamais trouvée en dehors du plan spiritualiste.

Pour le second, les années apporteront une explication matérialiste. Mais il faut savoir attendre, attendre *en cherchant.*

A PROPOS DE LA « DIASPORA »

Dans la dernière R.P. le camarade Van Reusel parle de « la Diaspora qui, *au deuxième siècle*, vit la dispersion des Juifs à travers le monde ». Il exprime là une opinion très répandue, qui a été la mienne longtemps, mais qui est fausse.

La Diaspora n'est pas postérieure au premier siècle, à la reconquête de la Judée par Rome. (Titus, en 70, détruit Jérusalem.) Elle lui est notablement antérieure.

Mais qu'est-ce que la Diaspora ?

On sait ce que sont les « spores » de certains végétaux, notamment les fougères ; ce sont des éléments reproductifs, des éléments qui reproduiront une plante semblable à l'initiale, mais ailleurs, plus loin. Quant à la particule « dira » elle exprime l'idée d'aller à travers, d'aller loin : *dia-gonale, dia-mètre, dia-thermie,* qui est un chauffage en profondeur, à travers les tissus.

La « diaspora » est donc la répartition des Juifs à travers le monde.

A quelle date remonte-t-elle ?

Très loin.

Je lis dans mon « Encyclopédie britannique », ouvrage sérieux : « Historiquement la Diaspora juive remonte au temps de l'exil babylonien, nous disons « la captivité de Babylone » au VIII[e] siècle *avant* J.C. A partir du temps qui vit le rétablissement d'un Etat juif, il y a dans l'histoire juive, un fait permanent et parfaitement établi : la coexistence d'un centre juif indépendant en Palestine avec une vie communautaire juive dans différentes parties du monde.

« Le centre de diaspora le plus vaste, le plus fécond, le plus significatif a été la communauté juive d'Alexandrie au premier siècle avant J.C. Plus de 40 % de la population de la cité était juive ; c'est là que fut florissante la culture hellenistico-juive. On estime à plus de quatre millions le nombre des Juifs vivant au sein de l'Empire romain et à un million ceux qui, vivant dans des régions non soumises à Rome, regardaient la Palestine comme le centre religieux et culturel de la vie juive. La Juiverie de la Diaspora dépassait donc de beaucoup, en nombre, les Juifs de la Palestine, même avant la destruction du second Temple. »

On dira : « l'Encyclopédie... l'Encyclopédie. ça dit ce que ça veut. »

Pardon ! Alors, voici un texte grec, qui n'est pas postérieur au premier siècle. Il est attribué — peut-être à tort — à l'évangéliste Luc. On l'appelle « *Les actes des apôtres* ». Il relate un événement de la première Pentecôte chrétienne (en l'an 033, si l'on admet que Jésus est mort à 33 ans).

« Des Juifs, venus en pèlerinage de tous les pays du monde, séjournaient alors à Jérusalem. Au bruit qui venait d'éclater, la foule se rassembla. Ils étaient désorientés chacun (les premiers apôtres) les entendait parler dans son propre langage. Emerveillés ils exprimaient leur stupéfaction : « Ces gens-là qui nous parlent ne sont-ils pas tous des Galiléens ? Comment se fait-il que chacun de nous les entende dans sa langue maternelle ? Et il y a parmi nous *des Parthes, des Mèdes, des Elamites, des gens de la Mésopotamie, de la Judée, de la Cappadoce, de la mer Noire et de l'Asie Mineure, de la Phigie et de la Pamphibie, de l'Egypte et de la Libye cyrénaïque, et des étrangers venus de Rome ; il y a des Juifs de naissance et des convertis, même des Crétois et des Arabes.* » Ils étaient tous dans l'étonnement... D'autres disaient en se moquant : « Ils sont pleins de vin nouveau. » Ce qui indigna Pierre qui prit la parole pour dire : vous savez bien qu'il est encore beaucoup trop tôt dans la journée pour qu'on soit saoûl !

« *Juifs, et vous tous qui séjournez à Jérusalem, sachez bien ceci... Ces hommes ne sont point ivres, car c'est la troisième heure du jour.* »

On remarquera le passage qui, dans ma traduction donne : « il y a des Juifs de naissance et des convertis ». Le texte latin mot à mot est « des Juifs aussi bien que des prosélytes ». Or, le

mot latin pour prosélyte est le même que le mot grec, le mot du texte initial.

Je signale ceci à l'intention d'un camarade juif de Paris qui m'a affirmé « Il n'y a jamais eu de prosélytisme juif. » Pardon ! Il y en a eu énormément. Et avec un très grand succès. Saint Paul, « l'apôtre des Gentils (c'est-à-dire des non-Juifs) s'insère dans une lignée de convertisseurs, qui amenaient au monothéisme les populations polythéistes ou « animistes » ou... tout ce que l'on voudra. Avant Paul ces conversions massives périméditerranéennes (et anti-Rome) prenaient la forme judaïque ; après Paul elles sont allées soit au judaïsme traditionnel, soit à un rameau tout nouveau, bourgeonné de judaïsme, qu'on devait appeler, plus tard, « christianisme ».

Quelles ont été les raisons de ces conversions massives ? Poser la question c'est demander d'entrer dans une archéo-psychologie collective, donc de s'exposer à dire d'énormes sottises.

Cependant, on peut distinguer deux périodes, deux temps très différents :

a) le temps qui suit la conversion de l'empereur Constantin, lui-même (IVe siècle),

b) le temps antérieur.

Dans la dernière des périodes que je viens de dire, la période b), la conversion a pu être une forme de résistance à la domination romaine. « La religion », a-t-on dit, était « le lien le plus fort de la société romaine ».

En sortant de sa religion polythéiste, on sortait de Rome, on sortait de la domination romaine.

Et puis, a dû jouer le fait que le polythéisme était devenu passablement ridicule. Ecoutons saint Augustin : (Augustin, il est vrai, vit dans la deuxième période, au IVe siècle. Il est protégé par le pouvoir. Cependant son attaque montre que le polythéisme n'est pas encore mort en ce temps, et qu'il faut le ridiculiser. Augustin donc parle à ses fidèles carthaginois du mariage païen) il y a un dieu pour la chambre nuptiale, un dieu pour la couche, un dieu pour la porte, des dieux pour les gonds de la porte, les dieux sont partout, les dieux font tout :

« *Laissez quelque chose à faire au mari !* » (1)

On peut penser que le bon public méditerranéen aimait cette truculence.

Il est donc certain que les gens qui, aujourd'hui, se croient Juifs ne sont pas les descendants des Juifs que Moïse a conduits jusqu'à la Palestine. Ils le sont d'autant moins — et comment n'ai-je pas pensé tout de suite à cet argument-là ? — que les Juifs en question, les Juifs authentiques, enfants d'Abraham ont disparu sans descendance. Nous avons vu (R.P. de juin 67) comment Titus a massacré tous ceux de Jérusalem. Il serait facile, en citant le même auteur (Josèphe) de montrer que tous ceux d'entre eux qui n'habitaient pas Jérusalem ont subi le même sort. Ils sont allés jusqu'à se tuer les uns les autres pour ne pas tomber aux mains du Romain.

Donc, on n'a pas tort de dire que les gens qui colonisent actuellement la Palestine sont un agglomérat de gens de nations diverses n'ayant de lien ni biologique ni matériel avec l'ancienne Palestine.

Est-ce à dire que ce ramassis de nations multiples ne forme pas une nation ? Et, plus précisément ne forme pas la nation juive ?

C'est à voir.

Qu'est-ce qu'une nation ?

Il y a deux définitions. La première, radicalement fausse, est celle des Juifs : La « nation » (remarquez le radical « nat » ; *nat*ivité, *nat*al, naissance) serait la descendance d'un homme ; Israël serait la semence d'Abraham. C'est insoutenable.

Mais Renan a dit : « *Une nation, c'est un plébiscite de tous les jours* » ; une volonté durable d'être ensemble.

Alors, là, oui. Les Juifs sont une nation, au premier chef.

Et une *nation internationale*. A l'heure où il n'y a plus de grandes Internationales dans le monde, les Juifs réalisent une micro-internationale à eux, solide comme la pierre.

Pourquoi ce succès ?

On pourra examiner cela un jour prochain.

(1) On retrouvera facilement cela dans l'ouvrage de Louis Bertrand consacré à Augustin. Pour l'instant je n'ai pas la référence précise sous la main.

L'ENCYCLOPEDIA BRITANNICA

Je viens de parler de « *mon Encyclopédie britannique* ».

Oui. Enfin, je l'ai ! Il y avait vingt ans que je la cherchais. J'avais même écrit à Londres sans aucun succès. Comment je l'avais connue ? Ç'avait été chez un vieux médecin qui l'avait acquise, le veinard, alors qu'il était jeune médecin de la Santé marocaine, aux confins du Sahara. Je mijotais alors un travail sur l'écriture des nombres, au nord et au sud de la Méditerranée. Et l'encyclopédie du toubib m'a bien mis le pied à l'étrier. Il me semble que tous les sujets sont traités, avec sérieux. *Je ne connais pas d'équivalent en France.*

La langue est très facile, accessible me semble-t-il à quiconque a fait un peu d'anglais en classe — ce qui n'est pas mon cas ; moi, pratiquement, ce que je sais d'anglais, c'est par la lecture de journaux ouvriers de langue anglaise.

On dira que pour lire les journaux anglais il faut savoir l'anglais. Pas vrai ! Au début on ne comprend que les titres et puis le reste vient tout seul.

L'ouvrage est d'ailleurs accompagné d'un bon dictionnaire (anglais-anglais) qui n'a qu'un défaut, celui de ne pas entrer dans le petit meuble presque élégant qui contient les vingt-cinq volumes de l'encyclopédie proprement dite et leur index. (On cherche dans l'index alphabétique le nom qui intéresse et on a l'indication : tel volume, telle page. On gagne du temps et on fatigue moins les bouquins.)

Je ne regrette qu'une chose : ne pas avoir pu l'avoir plus tôt. Ils ont eu une longue interruption de vente en France, je ne sais pourquoi. Maintenant, ils sont 41, boulevard des Capucines.

J. PÉRA.

Les électriciens de New York ont bien la semaine de 25 heures

Un camarade de l'E.D.F. ayant contesté nos informations sur la semaine de 25 heures obtenue par les électriciens de New York, nous avons écrit au Département des Affaires internationales de l'A.F.L.-C.I.O. à New York même, qui vient de nous envoyer la lettre suivante :

New York, 22 septembre 1967

Dans la ville de New York il y a la section syndicale locale 3 de la Confrérie internationale des travailleurs électriciens. Une partie très importante de ses membres qui sont des travailleurs qualifiés, travaillent maintenant sur la base de 25 heures. Quand je dis sur la base, cela veut dire que toute heure au-dessus des 25 heures est considérée comme heure supplémentaire et entraîne un salaire double pour les heures en plus.

Tu as raison de soutenir que les travailleurs électriciens jouissent d'une semaine de travail de 25 heures par semaine. Ces derniers mois, il y a eu une demande considérablement accrue de main-d'œuvre dans les travaux d'électricité pour les constructions de buildings à New York. Il n'y a pas assez d'ouvriers qualifiés. En conséquence, il y a eu davantage d'heures supplémentaires avec un payement double par les employeurs pour chaque minute de travail au-delà des 25 heures.

Jai LOVESTONE.

Evidemment, s'il s'agit d'un coup de collier passager à donner, rien à dire. Sinon, la tentation des heures payées doubles risque de faire perdre leur conquête sociale des 25 heures aux électriciens de New York.

Le même problème se pose d'ailleurs dans la presse parisienne où les syndicats doivent lutter constamment contre la plaie des doublages. — *M.L.*

OCTOBRE, TRIOMPHE D'UNE TECHNIQUE!

Octobre 1917 fut le triomphe d'une technique, d'une technique de la Révolution que Lénine exposa dès la création de la fraction bolchevique au sein du parti social-démocrate russe, et sur laquelle il revint constamment, sans jamais se lasser, jusqu'au jour où elle triompha en cette journée du 7 novembre 1917 (selon notre calendrier) qui vit s'ouvrir une ère nouvelle pour la Russie, et peut-être pour le monde.

LA DOCTRINE

Cette technique, qui fut la grande idée de Lénine, on peut même dire sa seule idée, celle en laquelle se réduit le « léninisme», et la seule dont il ne démordit jamais, est celle-ci : toute armée nécessite un état-major, il faut donc que la Révolution ait un état-major ; cet état-major, nous l'appellerons le « Parti ». Celui-ci sera formé de spécialistes, de spécialistes de la Révolution, des « révolutionnaires professionnels » ; et c'est cet état-major, ce parti qui préparera, organisera et dirigera la Révolution, tout comme un état-major de militaires professionnels prépare, organise et dirige une campagne militaire. Et c'est de même le Parti qui aura, après la conquête du pouvoir, à organiser et diriger la société nouvelle, tout comme l'état-major d'une armée victorieuse organise et dirige la vie des territoires conquis.

Cependant, s'il est exact que sans état-major il n'y a pas d'armée, il est non moins exact que sans troupes il n'y a pas non plus d'armée ; pour faire la Révolution, le Parti ne suffit donc pas, il lui faut des troupes : ces troupes ce sera la classe ouvrière. Le Parti devra donc être en contact direct, étroit et constant avec les « masses ».

Telle était la conception de Lénine. Celle, je le répète, qu'il n'a cessé d'imposer, de défendre, disons même de ressasser depuis le jour de la création de la fraction bolchevique du parti social-démocrate jusqu'à celui de la victoire, soit durant près de vingt ans.

Pour comprendre toute l'importance de cette idée, qui pourtant semble assez simple, pour ne pas dire simpliste, et les raisons qui y firent revenir Lénine constamment, il convient de se rappeler qu'elle allait à l'encontre de ce que pensaient à peu près tous les socialistes de son temps, de quelque école qu'ils se réclament.

Le socialisme européen, de l'Atlantique à l'Oural, se partageait alors en deux grands courants, le courant socialiste proprement dit et le courant anarchiste.

Or, pour le second courant, le plus désireux des deux d'action révolutionnaire, l'idée de Lénine était anathème. Toute la propagande de Bakounine et de ses disciples avait été axée, en effet, sur le thème de la spontanéité créatrice des masses. Dès lors, si vous affubliez ces masses d'un état-major, vous inhibiez par là même leur faculté créatrice, en même temps que vous leur prépariez de nouveaux maîtres. Une révolution conduite par un état-major deviendrait fatalement la proie de cet état-major. Ce ne serait qu'un changement de personnel. Les maîtres ne seraient plus les mêmes, mais le peuple demeurerait esclave.

Pour les autres, pour les socialistes proprement dits, la vérité est que, dans leur for intérieur, tous ou à peu près tous, aussi bien Kautsky que Bernstein, aussi bien Guesde que Jaurès, n'étaient plus révolutionnaires. Une révolution ne leur paraissait ni possible, ni même souhaitable. Tout au plus un rêve de romantiques attardés. L'ère révolutionnaire avait été close par la défaite des barricades de la Commune.

En conséquence, ils n'envisageaient plus comme « réaliste » que l'idée d'une évolution lente, d'une transformation très graduelle du capitalisme, dont ils seraient les prudents animateurs.

Bien entendu, ces socialistes nouveau style, acceptaient, eux, pleinement l'idée d'un état-major, d'un état-major conduisant les masses, mais les conduisant tout juste dans la « bataille électorale ».

Enfin, en cherchant bien on aurait peut-être trouvé encore quelques représentants d'une vieille tradition, la tradition blanquiste. Pour ceux-ci comme pour leur maître, il s'agissait encore, avant tout, de faire la Révolution. Et, pour eux comme pour Lénine, une révolution c'était s'emparer du pouvoir par un coup de force seulement, à la différence de Lénine, ils considéraient que ce coup de force ne pouvait être perpétré que par un petit groupe d'hommes décidés, ne comptant que sur eux-mêmes, et n'ayant pas besoin de liaisons sérieuses avec la classe ouvrière. S'ils acceptaient pleinement l'idée d'un état-major, ils pensaient que l'état-major à lui seul suffisait. L'état-major décidait... et exécutait. Une armée n'était pas nécessaire. Il suffisait de s'emparer de la « Préfecture » ; les masses accepteraient et suivraient.

Ces trois tendances étaient représentées en Russie, la première sous son propre nom d'« anarchiste », la seconde par la fraction menchevik du parti social-démocrate, et la troisième trouvait à peu près son équivalant dans le parti des socialistes-révolutionnaires, avec l'activité terroriste de leur « Organisation de combat ».

Malgré sa simplicité, l'idée de Lénine, si étonnant que cela puisse paraître, faisait donc figure, vers 1900 et même vers 1915, en Russie et, plus encore, hors de Russie, d'un paradoxe. Elle n'était répudiée explicitement par personne, mais n'avait à peu près aucune audience en dehors du petit groupe de « l'Iskra », le journal d'immigrés dirigé par Lénine.

Ce groupe de « révolutionnaires professionnels », en revanche, l'appliquait scrupuleusement, avec ardeur et dévouement. D'une part en organisant et en sélectionnant l'« état-major », d'autre part en travaillant les « masses ».

Comme tout état-major, l'état-major bolchevique était un corps collectif qui établissait collectivement ses plans et prenait collectivement ses décisions sous la haute direction d'un chef d'état-major, en l'espèce Lénine ; une fois adoptés, plans et décisions devenaient obligatoires pour tous ; et chacun des membres de l'état-major, c'est-à-dire du Parti, devait en conséquence accepter sans barguigner la tâche qui lui était assignée, quels qu'en soient les dangers.

LA VICTOIRE

C'est donc en appliquant de tels principes que Lénine forgea le parti bolchevik et qu'en novembre de l'année 1917, profitant du large accès aux masses que lui avait permis d'obtenir la révolution de février, que Lénine put, en quelques heures, renverser le régime falot de Kerensky et devenir le maître de la Russie.

Cela malgré que mencheviks et anarchistes réunis avaient une influence au moins égale à celle des bolcheviks au sein de la classe ouvrière russe, et que la paysannerie russe était depuis toujours le domaine réservé des socialistes révolutionnaires.

Car, ni les mencheviks, ni les socialistes révolutionnaires, et bien moins encore les anarchistes, ne possédaient une véritable organisation révolutionnaire avec état-major et armée. Un simple groupement de propagande où des groupes de fabricants de monde, sont certainement très utiles à bien des points de vue et en certaines circonstances, mais ils sont incapables, à notre époque, de faire une révolution, ou de s'opposer victorieusement à une révolution conduite par un état-major et une armée.

Tel est l'enseignement d'Octobre.

Le bolchevisme, c'est-à-dire le système d'organisation prôné et institué par Lénine, ne devait d'ailleurs point disparaître au lendemain de la victoire. Au contraire, c'est lui qui permit le maintien et la consolidation de la victoire. Durant toutes les années suivantes, alors qu'il fallait, d'une part, faire face à la contre-révolution armée et à la guerre étrangère, et, d'autre part, jeter les bases d'une société nouvelle, on opéra, au moins jusqu'à la mort de Lénine, selon les mêmes principes : c'est l'état-major, c'est le Parti qui décide ; mais ses décisions doivent avant tout tenir compte de l'esprit des masses, de leurs besoins et de leurs desiderata. Tout comme l'état-major d'une armée (tout au moins lorsqu'il n'est pas composé uniquement de crétins) tient compte de l'esprit et du moral des soldats.

Et le fait que, contre vents et marées, contre l'Allemagne d'abord, contre la Pologne ensuite, contre la France et l'Angleterre, agissant par l'intermédiaire des Koltchak et des Denikine, Moscou tint, le fait que contre le dénuement et la famine, le régime parvint à édifier et à faire fonctionner une nouvelle société sont à mettre à l'actif, tout comme la journée du 7 novembre elle-même, de la doctrine de Lénine : un état-major soudé à l'armée, c'est-à-dire un parti appuyé sur le peuple.

Il resterait à voir si les autres grandes révolutions de l'époque moderne, aussi bien celles qui ont précédé la Révolution de 1917 que celles qui l'ont suivie, ont réussi en appliquant, ou non, les mêmes principes que ceux préconisés par Lénine. C'est ce que je tenterai de faire, si cela m'est possible, dans un prochain article.

Robert LOUZON.

CONTRADICTIONS ET REVISIONNISME DANS LES PAYS "SOCIALISTES"

« La nouvelle économie » qui s'est instaurée dans les pays dits socialistes est appliquée avec des variantes locales, sauvegardant tant bien que mal plus ou moins d'orthodoxie marxiste.

Ces nouvelles méthodes engendrent des contradictions humaines et sociales qui embarrassent les dirigeants technocrates.

Une contradiction qui n'est pas nouvelle et qu'on peut considérer comme normale est celle qui résulte du travail de la femme et de son indépendance économique ; l'industrialisation bouleverse ainsi la famille traditionnelle. Mais le socialisme classique avait prévu cette contradiction, notamment Bebel dans son ouvrage « La femme et le collectivisme ». Mais il est des contradictions plus inattendues. Le journal « Kulturny Zivot » de Bratislava soulève le problème des jeunes. Ils constate la similitude du comportement des jeunes dans les sociétés avancées au point de vue technique. Dans les deux cas, socialisme ou capitalisme, il y a « aliénation ». « Si nous avons réalisé le socialisme dans l'économie, écrit-il, il reste à le réaliser dans les rapports sociaux ».

Mais c'est du côté des syndicats que — comme on pouvait s'y attendre — se lève une contradiction nouvelle, surtout à propos d'une certaine forme de chômage qui se produit en raison de l'application de cette « nouvelle économie ».

Selon l'orthodoxie dite « marxiste », le chômage est un phénomène caractéristique du système capitaliste et il ne peut exister dans une économie socialiste scientifiquement planifiée. Jusqu'ici, l'idéologie ne devait jamais avoir tort, il était admis qu'une entreprise garde une main-d'œuvre excédentaire, quitte à abaisser le taux des salaires. Le nouveau système entraine un changement radical. Le facteur « prix de revient », longtemps négligé, devient essentiel. L'ancien critère de valeur de production globale est remplacé par celui de la productivité et de bénéfice. Cela entraine comme conséquence immédiate la réduction de l'effectif des salariés.

Cette conséquence n'est pas simplement théorique. Une tendance aux licenciements est apparue en Yougoslavie depuis la fin de 1965. Les économistes yougoslaves ont estimé que les nouvelles mesures économiques entraineraient le licentiement de 250.000 ouvriers.

Un autre facteur de perturbation sociale, c'est le déplacement de main-d'œuvre et l'émigration des pays qui ont un excédent de main-d'œuvre (Pologne, Bulgarie, U.R.S.S.) vers les pays qui en manquent (Allemagne Orientale, Tchécoslovaquie). Ulbricht a proposé une solution bilatérale entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est.

Les augmentations de prix des denrées de première nécessité sont utilisées par les technocrates « socialistes » pour transférer à l'Etat une partie du pouvoir d'achat de la population. Ils n'attendent même pas les résultats prévisibles de la « nouvelle économie » qui doit aboutir à augmenter les salaires des seuls travailleurs considérés comme hautement productifs.

Une autre conséquence est la fermeture des entreprises inefficaces. Certaines sont les symboles de l'époque stalinienne ; elles tournaient couvertes par les subventions budgétaires.

Le problème est traité ouvertement en Tchécoslovaquie : la survie des entreprises non rentables est un luxe que l'économie nouvelle ne peut se permettre. 1.300 ont déjà été fermées en 1964-65, 1.400 seront fermées avec le plan en cours (1966-1970), ce qui suppose 60.000 emplois « en disponibilité ».

Les syndicats tchécoslovaques ont demandé, dans une résolution, que les travailleurs licenciés suivent des cours de reclassement professionnel, avec indemnités de chômage. Bien qu'idéologiquement le « chômage » n'existe pas, le journal « Rude Pravo » reconnait, en mars 66, la perte de 35.000 emplois.

La défense des travailleurs contre les nouvelles méthodes économiques se trouve posée par là-même et elle entraine inévitablement une certaine évolution du syndicalisme qui tend à distendre son « intégration » dans l'appareil d'Etat, alors qu'en Occident on assiste encore au mouvement inverse. Cette défense autonome des travailleurs, avec comme corollaire une certaine indépendance syndicale, c'est presque une loi qui a toujours été mise en valeur à « la R.P. ».

On le constate encore à l'occasion de l'application de la « nouvelle économie » dans les pays dits socialistes, avec les normes nouvelles du calcul du profit par entreprise, du crédit réservé aux seules entreprises rentables, des salaires selon la productivité, le tout conçu et élaboré par le planisme bureaucratique.

J. CONSTANTIS.

III *(SUITE)*

CRONSTADT ET L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Chliapnikov et Kollontaï dénoncent l'isolement du parti

Chliapnikov passe ensuite aux nominations d'office que le Comité central étendait de plus en plus à tous les rouages du Parti, des Soviets et des syndicats, se substituant ainsi aux comités locaux et régionaux et, bien entendu, aux organisations de base :

Les méthodes de travail du Parti ont besoin elles aussi d'être modifiées de fond en comble. *Il faut en finir avec la direction unipersonnelle, avec la tendance à tout remettre entre les mains des délégués du centre désignés par le Comité central et investis de pleins pouvoirs.* (...) Le C.C. n'est jamais venu en aide aux organismes locaux, il ne s'est jamais soucié d'éduquer leurs militants. Les choses ne peuvent continuer à aller comme elles vont en ce moment ; *il n'est pas possible de faire fond uniquement sur des délégués du centre désignés d'office.* Cette façon de procéder aboutit à ceci que dans les hautes sphères du Parti et de l'administration soviétique, ce sont toujours les mêmes, peu nombreux, surchargés de besogne et à bout de forces que l'on mute d'un poste à un autre. On parle beaucoup de mettre à profit l'expérience des organisations locales, mais l'on fait très peu de choses dans ce sens.

Chliapnikov va conclure en indiquant de quelle façon lui et les militants de l'Opposition ouvrière comprennent la discipline et l'unité du Parti :

Nous considérons comme nécessaire la discipline et l'unité du Parti ; mais nous voulons que les liens (entre la base et le centre) ne soient pas simplement de pure forme, mais redeviennent ce qu'ils étaient naguère, des liens organiques... Quand nous visitons les usines ou quand nous recevons des délégués syndicaux de tous les coins du pays, nous en sentons la nécessité ; mais nous ne cédons pas à la panique et nous ne nous précipitons pas, comme beaucoup de camarades affolés, dans le cabinet de Vladimir Ilitch ; nous proposons (à ceux qui s'adressent à nous) des mesures pratiques pour assainir nos rangs et faire passer un courant d'air frais dans nos rapports (avec la base). *Si vous voulez vous couper des masses, si vous voulez rompre avec l'élément révolutionnaire, continuez à agir comme vous le faites et comme vous l'avez fait jusqu'à présent. Ajoutez-y la chasse à l'Opposition ouvrière et les insinuations de toutes sortes.* Nous estimons que tourner le dos à l'élément prolétarien, que les contre-révolutionnaires cherchent aujourd'hui à exploiter contre nous, c'est d'avance perdre la partie. Nous ne devons pas nous bander les yeux devant le mouvement spontané qui déferle en ce moment dans la Russie entière ; *nous devons au contraire en étudier les causes et peut-être découvrirons-nous que les responsables de ce mouvement, ce sont nos organismes centraux et leurs méthodes.*

Après ce discours où, dans le quart d'heure dont il disposait, Chliapnikov défendit le programme de l'Opposition ouvrière en illustrant par des faits précis les critiques formulées par elle, on entendit un certain nombre d'orateurs (Ossinski, Sosnovski, Milonov, Riazanov, Perepechko, Minine, Rafaïl) et la parole fut donnée à Alexandra Kollontaï. Elle attira tout de suite l'attention du Congrès sur les moyens mis en œuvre pour tromper le Parti :

Sur la couverture de ma brochure, *l'Opposition ouvrière,* publiée par les Editions d'Etat, il est indiqué qu'elle a été tirée à 1.500.000 exemplaires, d'où il ressort qu'elle aurait bénéficié d'une diffusion plus vaste que n'importe quelle brochure officielle. *En réalité, son tirage a été de 1.500 exemplaires et encore obtenus à grand-peine.* On a simplement ajouté trois zéros...

Après cette... mise au point, Alexandra Kollontaï répondra à Riazanov qui, dans son intervention, lui avait reproché d'avoir écrit dans sa brochure que « les ouvriers traînent en Russie une existence scandaleusement misérable » :

Tous les militants qui sont en contact avec la masse connaissent les conditions affreuses dans lesquelles se trouvent nos camarades ouvriers. Le cacher est impossible ; il faut au contraire mettre ce mal à nu et montrer que jusqu'à présent on y a apporté trop peu d'attention ; absorbés par de lourdes tâches, nous ne nous sommes pas suffisamment penchés sur ce problème fondamental, à savoir, l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers en corrélation avec la restauration de notre économie nationale.

Et Alexandra Kollontaï s'en prendra au rapport fait la veille par Lénine au nom du C.C. Elle lui reprochera de s'être montré peu prolixe sur les graves événements en cours :

Je dirai sans ambages que malgré tout ce que chacun de nous éprouve pour Vladimir Ilitch — et je pense que chacun de nous au fond de son cœur a pour lui un sentiment unique — on ne doit pas cacher que le rapport qu'il a présenté hier a satisfait peu de monde. Et si même cela n'a pas été exprimé (à cette tribune), les camarades ici présents attendaient certainement de lui autre chose qui aurait apporté une réponse aux événements qui se déroulent dans notre Russie soviétique, dans notre Russie laborieuse ; événements lourds de conséquences. Nous attendions que devant la plus haute instance du Parti, Vladimir Ilitch, en découvrirait et montrerait la vraie nature et nous dirait quelles mesures le C.C. compte prendre pour en empêcher le retour. Vladimir Ilitch a éludé la question de Cronstadt et celle des troubles de Pétrograd et de Moscou. *A ces questions, il n'a pas apporté de réponse.* Peut-être le fera-t-il dans son discours final. Personne ne contestera, et le C.C. lui-même l'a reconnu dans ses motions, que nous traversons une crise grave. S'il n'en était pas ainsi, le C.C. n'aurait pas porté la question devant le Congrès. (...) Qu'est-ce qui a déterminé cette crise ? D'une part, des causes extérieures (des difficultés qui, en grand nombre, ont surgi devant nous) et d'autre part, des causes intérieures, en premier lieu, *le changement constaté dans la composition sociale de notre Parti.*

Personne ne suspectera le camarade Smilga d'être un partisan de l'Opposition ouvrière et pourtant il s'en est fallu que celle-ci, aussi « pougatchéviste » (2) soit-elle, ait tenu le langage que vient de nous faire entendre ce camarade. *Il nous a dit que le type de l'ancien militant a disparu et que nous avons maintenant des gouvernants et des gouvernés, les uns en haut, les autres en bas,* et il nous a cité un tas d'exemples, que je ne reprendrai pas, pour appuyer sa critique impitoyable de la situation qui s'est créée à l'intérieur du Parti.

(2) Dans son intervention à la tribune, Riazanov, parlant de l'Opposition Ouvrière, avait évoqué la fameuse sédition de Pougatchov et son caractère anarchique.

Et Alexandra Kollontaï parlera de l'épuration du Parti et surtout de l'envoi en disgrâce, dans des régions lointaines, des militants qui ne partagent pas la manière de voir du C.C. :

L'essentiel est que le Parti ait les yeux bien ouverts sur cette crise et qu'il reconnaisse qu'un tas d'éléments qui nous sont étrangers se sont glissés parmi nous ; qu'il reconnaisse aussi que les décisions prises en ce qui concerne l'épuration du Parti restent sur le papier et ne sont pas appliquées. Aussi bien, je voudrais bien demander au C.C. pourquoi il n'a pas été donné suite jusqu'à présent à la décision du VIII[e] Congrès d'épurer le Parti ? *Pourquoi également la décision de la Conférence de septembre (1920) ordonnant qu'il soit mis fin à l'envoi dans des régions lointaines de camarades ayant une opinion différente de celle du C.C. est restée lettre morte ? Or nous savons que dans la coulisse les camarades sont passés au crible et classés en deux catégories : ceux qu'il faut laisser en place et ceux qu'il faut envoyer loin des masses sur lesquelles ils ont une influence.*

Alexandra Kollontaï justifiera ensuite par des exemples la proposition de l'Opposition ouvrière de faire contrôler les départements économiques par un Congrès des producteurs dont les délégués seraient désignés par les syndicats d'industrie. Elle ajoutera :

Le camarade Lénine a déclaré que nous n'avions pas su prévoir en temps voulu la crise alimentaire et celle du combustible. Mais c'est avec raison que les ouvrières nous répondent quand nous leur rapportons ces propos : « A quoi bon être le gouvernement si vous ne savez pas analyser la situation politique, si vous ne savez pas résoudre les questions économiques et si vous savez si peu évaluer nos réserves de combustible que deux ou trois perturbations dans les transports suffisent à provoquer une crise de cette ampleur ?

Avant de conclure, Alexandra Kollontaï dénoncera une fois de plus la bureaucratie et insistera sur la nécessité, pour le C.C., de s'appuyer sur l'initiative des masses :

Je pose à nouveau la question au C.C. : Qu'a-t-il fait pour créer des conditions permettant aux masses de donner libre cours à leur initiative ? A chaque Congrès, à chaque conférence du Parti, on parle de cette initiative et on vote des résolutions. A la Conférence de septembre, le camarade Zinoviev s'est mis en quatre pour faire l'apologie de cette initiative. Mais qu'a fait le C.C. pour la concrétiser dans le pays, pour la faciliter non seulement dans les masses, mais chez les militants du Parti ? Avez-vous, camarades du C.C., éclairé cette question dans la presse, envoyé des instructions, des circulaires soulignant l'urgence de décisions dans ce sens ; avez-vous signalé les erreurs commises ? Dans ce domaine, rien n'a été fait, en dehors de quelques articles officiels ne mentionnant pas la moindre mesure pratique susceptible de donner aux masses la possibilité de manifester leur initiative.

Et Alexandra Kollontaï en terminant montrera la défiance nourrie par le C.C. à l'égard des masses :

Le malheur est que nous sentons une défiance qu'on n'avoue pas à l'égard des masses, et que nous sentons aussi que celles-ci s'éloignent de nous. Dans les réunions, dès qu'on parle d'un communiste qui a la confiance de la masse, c'est pour entendre dire que celui-ci n'a rien d'un communiste, qu'il n'est pas comme les autres, ce qui explique la confiance ouvrière dont il jouit. *Cela montre qu'en Russie les communistes sont une chose et que la masse en est une autre.*

A nous de nous demander : à qui la faute ? Or nous sommes obligés de dire que le C.C. doit reviser sa politique et la corriger dans le sens d'une politique de classe.

La réplique de Lénine ne se fera pas attendre. Après l'intervention de Iaroslavski qui, à la tribune, succèdera à Alexandra Kollontaï, Lénine prendra la parole pour répondre aux représentants de l'Opposition ouvrière. Nous donnerons l'essentiel de son discours qui, par les décisions qu'il appellera, pèsera lourdement sur l'évolution de la vie intérieure du Parti et, à plus lointaine échéance, sur le sort des populations ouvrières et paysannes soumises à sa tutelle.

Marcel BODY.

Politique de la présence intégration ?

En tête de sa chronique, notre camarade Guilloré exprime notre pensée sur le comportement de diverses centrales syndicales dans la mise en pratique des ordonnances sur la Sécurité Sociale, où la C.G.T. a trouvé tout naturel de se prêter à l'opération antiouvrière du gouvernement, alors que la C.F.D.T., une fraction au moins de la direction, était d'abord disposée à résister, mais a fini par suivre l'exemple de son allier.

Quant à F.O., elle ne pouvait refuser puisque c'est elle qui réclamait la désignation des administrateurs salariés par les centrales syndicales au lieu de soumettre leur candidature aux suffrages des travailleurs.

Elle a même fait pire : elle s'est entendue avec les représentants patronaux pour l'élection des bureaux de ces différentes caisses.

Mais, à Force Ouvrière, tout le monde n'obéit pas au doigt et à l'œil. Et l'Union des Syndicats de la Loire-Atlantique vient de voter une résolution pour marquer son refus et pour signifier qu'elle ne participera pas au vote sur l'élection du président et du vice président des caisses. Car l'opération qui vient de se dérouler pour les trois caisses nationales doit se renouveler dans les caisses régionales et départementales.

Les militants de ce département rappellent à cette occasion la distinction nécessaire entre ce que l'on appelle la politique de la présence et l'intégration :

« La politique de la présence, c'est la défense, dans les organismes, des intérêts des salariés, défense assurée par des syndicats indépendants de l'Etat et du patronat, cette politique se justifie dans la mesure où elle permet à l'organisation syndicale de recueillir des renseignements sérieux sur la vie économique et aussi, bien sûr, de faire entendre la voix des travailleurs ».

« L'intégration, c'est la participation à des organismes chargés de pouvoir de décision et d'exécution dans lesquels, le mouvement syndical aliénerait son indépendance, c'est le corporatisme, c'est la charte du travail ».

A PROPOS D'ISRAEL

Ce problème, posé par l'article de Louzon dans notre numéro de juillet-août, continue à nous valoir un courrier assez nourri. Et, bien que nous comprenons l'observation du camarade Cambi-Seroude, de Nice, qui trouve, que si intéressante soit-elle, la question israélienne prend trop de place dans notre publication — plus particulièrement concernée par les problèmes de la lutte de classe que par les conflits nationaux — nous ne pouvons passer sous silence les avis, toujours contradictoires de nos lecteurs. Tout au plus essaierons-nous d'éviter les répétitions qui risquent d'alourdir un débat de ce genre.

***

Voici, pour commencer le texte que nous a adressé le camarade R. BARANTON, ancien député du bloc Ouvrier-Paysan.

En ma qualité de primaire il m'est permis de voir les choses simplement et il me suffit souvent de regarder la carte du monde pour me faire une opinion, me rendre compte des séquelles qui subsistent de notre passé de violences et de sang : *Chypre* si près de la Turquie, si loin de la Grèce, *Gibraltar* si loin de l'Angleterre, *Jersey-Guernesey* si près de la côte française, etc., etc. tous les lambeaux de territoires envahis restés entre les mains d'anciens conquérants.

Il suffit aussi de regarder la carte pour constater que les guerriers arabes sont sortis de chez eux pour conquérir la Palestine, tout le nord de l'Afrique, l'Espagne et la France jusqu'à Poitiers. Le reflux ne fut ensuite que partiel et, après moult vicissitudes, ils occupent encore une grande partie du terrain conquis.

Si les suites ne sont pas graves, pour la plupart des peuples en cause, turc, espagnol, français, etc. qui conservent encore la plus grande partie de leur territoire où ils peuvent vivre normalement (et ils sont devenus assez sages pour ne pas chercher à reprendre par les armes la portion de terrain qui leur a été enlevée) il en a été autrement du peuple juif, plusieurs fois envahi, menacé d'extermination et finalement chassé de son territoire.

C'est la totalité de son pays qui a été conquise tour à tour par le Pharaon, les Perses, les Grecs, les Romains, les Arabes, les Turcs, puis les Arabes de nouveau.

Chaque génération n'est responsable que de ses propres actes mais il n'y a pas deux morales différentes, une pour les individus et une autre pour les nations.

En droit, pour les individus, lorsqu'une personne achète un objet à un particulier quelconque, elle perd son argent si cet objet avait été volé et elle doit le rendre purement et simplement à son propriétaire, même si elle ignorait que le vendeur était un voleur. *C'est le droit de suite du légitime propriétaire*, qui reprend son bien là où il le retrouve. A plus forte raison, même solution bien entendu si l'acheteur savait qu'il s'agissait d'un objet volé car, dans ce cas, il y a recel.

Vouloir conserver intégralement et indéfiniment un bien volé par des ancêtres, vouloir continuer à profiter en 1967 du banditisme généralisé dans nos faubourgs populaires, une attitude de jadis, c'est une attitude qui n'est pas comprise contraire à l'expression la plus élémentaire de notre sensibilité populaire.

Pour nous *chaque homme doit avoir un abri, chaque famille un foyer, chaque peuple un territoire* et l'organisation internationale des nations a agi équitablement en restituant aux Juifs une partie de leur pays.

J'ai toujours milité en faveur des colonisés, je les ai aidés en maintes occasions, par des articles de presse, certains reproduits en arabe dans « Al Ahmar Al Alam », des visites aux prisonniers arabes à Tunis, des réunions publiques en Afrique du Nord, des interventions à la Chambre, etc.

Ceci me permet de dire nettement à nos camarades syndicalistes arabes : si vos gouvernants avaient accepté *le principe d'une restitution*, nous aurions tous été à vos côtés pour qu'elle s'accomplisse dans les conditions les plus humaines, les plus fraternelles.

Refuser le principe est inadmissible et même incompréhensible.

***

D'un tout autre avis est le camarade J. GALLIENNE :

Les camarades de la R.P. savent ce que je pense du conflit judéo-arabe. Est-il utile de revenir encore là-dessus ? oui, tout de même. Pour dire que si certains rédacteurs de la R.P. ont été choqués par l'article de Louzon, moi je l'ai été par celui, outrancièrement pro-israélien, de Maurice Labi. Comment peut-on, parce que les Juifs ont subi de la part du nazisme des persécutions que tout le monde réprouve, mais qui sont maintenant du domaine du passé, admettre si facilement que certains d'entre eux refoulent les Arabes, leur prennent les meilleures régions de leur pays, condamnent la Jordanie, privée des ressources que lui apportait le tourisme, religieux ou non, à Jérusalem et Bethléem, à la famine, refusent de laisser entrer chez eux ceux qui, au moment où la guerre faisait rage, ont fui. Chasser un peuple économiquement moins développé pour prendre sa place, cela s'appelle du colonialisme ! et du pire. Mais cela, la plupart des Occidentaux ne le voient pas et les déclarations outrancières de certains dirigeants arabes (Choukeiry en particulier) sont habilement exploitées pour présenter les Arabes comme les agresseurs. Alors on ne voit plus que l'incident mineur du golfe d'Akaba, et l'on donne tort à Nasser, alors que le fond de la question est ailleurs. On accuse les Arabes de vouloir assassiner les Israéliens. Certes, de telles rencœurs se sont accumulées qu'une victoire militaire des Arabes serait inévitablement accompagnée d'atrocités (c'est pourquoi je souhaite une solution au moins provisoire qui soit imposée par l'O.N.U. ou les grandes puissances, car la négociation directe entre Israéliens et Arabes et plus impossible que jamais), mais on oublie que jusqu'à présent, ce sont les Israéliens qui ont commis des atrocités, comme le cassacre de Deir Yassim rappelé opportunément par Louzon ; ce sont eux qui aujourd'hui font sauter les maisons des Arabes, par représailles contre des actions que ces derniers considèrent comme de la légitime défense.

Qu'ajouter ? Les Arabes n'ont pas la sympathie des Occidentaux, je n'ai guère d'espoir de convaincre. Je me bornerai à recommander à tous ceux qui sont troublés par cette question de lire le volumineux dosier des « Temps Modernes » sur le conflit isarélo-arabe. Ils y trouveront les arguments des Arabes et ceux des Israéliens. Ils choisiront. Mais je les engage en particulier à méditer l'article d'Ahmed Bahacidine sur « Israël vu par la gauche arabe », qui explique pourquoi les socialistes arabes sont beaucoup plus irréductiblement opposés à Israël que les réactionnaires, ainsi que l'importante étude d'un Français, Maxime Rodinson : « Israël, fait colonial ».

Je voudrais maintenant ajouter un argument au remarquable exposé de Louzon : « ce que sont les Juifs d'après Renan et d'après Marx. « En Ethiopie où, de Djibouti, j'ai fait plusieurs voyages, j'ai visité un village de Juifs, paysans assez misérables, près de Goudar. On les appelle les Falachas. Ils ont la peau noire, et rien ne les distingue des autres Ethiopiens. On pense qu'ils descendent d'habitants du pays convertis au Judaïsme dans les premiers siècles de notre ère. Il y a dans la même région d'autres villages semblables. Ces Juifs éthiopiens n'ont rien bien entendu de

commun, au point de vue racial, avec ceux qui ont la peau blanche. Par ailleurs, leur genre de vie n'est pas non plus celui que Louzon, se référant à Marx, décrit comme étant celui des Juifs.

***

Le camarade Jean HEMY, de Saône-et-Loire, se rallie sans réserve à la « démonstration magistrale » de Louzon. Il ajoute qu'à ses yeux les travaux d'irrigation accomplis en Israël ne peuvent être invoqués en faveur de cet Etat, car ils n'ont été réalisables que grâce aux dons des communautés juives extérieures, ce qui n'aurait pas été possible par les voies du capitalisme classique ordinaire parce que non rentables.

***

Un autre camarade, qui avoue avoir plusieurs fois manifesté son admiration pour Louzon éprouve quelque scrupule à le contredire: « J'ai la collection complète des Etudes Matérialistes », nous écrit-il. « Je le lis donc très fidèlement : il fait penser. Mais, comme la plupart des camarades, je ne puis avaler certaines conceptions dans la question d'Israël, il me semble que, même si sa création a été une manœuvre impérialiste à l'origine les choses ont tellement évolué depuis que le racisme et l'esprit de conquête sont certainement du côté arabe ».

***

Avant de clore ce débat on ne sera pas surpris, pensons-nous que les collaborateurs de la revue en désaccord avec Louzon exposent leurs arguments. Voici donc ceux de CHARBIT :

Louzon part en guerre contre le droit de conquête. Moi qui le suis avec admiration depuis un demi-siècle, j'avais appris de lui que « la force seule est accoucheuse de sociétés ». Or, le droit de conquête qui n'est inscrit nulle part, a toujours été exercé à la suite d'une guerre par le vainqueur au détriment du vaincu.

Et, sans chercher des exemples dans un passé lointain, ni chez les capitalistes, je les prends chez la « pacifique », « socialiste » et « anti-immprialiste » Union Soviétique, qui, à la faveur de la guerre contre Hitler, s'est enrichie des trois pays baltes : Esthonie, Lettonie, Lituanie qu'elle a entièrement absorbés, plus des morceaux de la Finlande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, sans parler de la domination de ces pays dont elle a fait ses satellites.

Mon principal reproche à Louzon est de manquer d'objectivité chaque fois qu'il est question des Arabes, et son article est exclusivement un réquisitoire contre Israël, que même Nasser aurait pu signer. Dans un conflit aux multiples rebondissements, il n'a retenu que les torts réels ou supposés d'Israël, d'un Israël agresseur, colonialiste, égorgeur, spoliateur, tandis que les Arabes n'ont eu que le tort de s'être comportés comme des enfants braillards. Et loin de leur conseiller — comme Bourguiba — de renoncer à leur rêve d'extermination, il leur suggère de moins aboyer et de mieux apprendre à mordre.

Je n'oublie pas que Louzon a, toute sa vie, défendu les Arabes contre leurs oppresseurs, français et anglais. Je me souviens même que Messali Hadj me confiait un jour avoir beaucoup puisé dans la documentation de Louzon pour sa campagne anticolonialiste. Il avait notamment trouvé dans son histoire de la conquête de l'Algérie, parue dans « la R.P. » pour le centenaire de cette conquête une abondante série d'arguments contre les colonisateurs. (De même Ferhat Abbas a largement, ne disons pas pillé mais... utilisé sans le citer le travail de Louzon).

Mais j'estime qu'il n'y a rien de semblable dans le conflit du Moyen-Orient et qu'il est abusif de considérer les Juifs comme des conquérants n'ayant aucun droit sur la Palestine. Peut-être cède-t-il un peu trop à la passion qui fait toujours considérer l'ami comme un libérateur et l'adversaire comme l'agresseur.

Or, la Palestine n'est pas seulement la terre des ancêtres Juifs, Les Juifs n'en ont jamais été totalement déracinés. Sous des dominations successives une population juive, plus ou moins importante, y est toujours demeurée. Et si je consulte mon Larousse, j'y lis qu'après la première guerre mondiale les Juifs constituaient plus du tiers de la population. D'ailleurs, Moshe Dayan, celui que nos moscoutaires caricaturent en hitlérien, y est né.

Je ne suis pas non plus d'accord avec Louzon quand il affirme que les Juifs d'Europe ou d'Afrique n'ont jamais demandé ou cherché à rentrer en Palestine. Dans les prières des Juifs religieux, on a toujours psalmodié pendant la Pâque cette litanie : « Cette année ici, l'an prochain en terre d'Israël ; cette année ici esclave, l'an prochain en terre d'Israël, nous serons libres ». J'ajoute qu'à chaque fête les familles qui se rendent visite se souhaitent mutuellement de se retrouver « l'an prochain à Jérusalem ». Et quand, enfant, je m'étonnais de ces souhaits unanimes, on m'expliquait que Jérusalem était une terre sainte où les corps des morts demeurent intacts !

Donc les Sionistes n'ont rien inventé. Ils ont répondu à un besoin des Juifs de Pologne, de Russie, de Roumanie, victimes de périodiques pogromes. Et s'ils ont mieux réussi en 1947 qu'en 1900 ou 1922, c'est en grande partie grâce à Hitler qui a montré aux Juifs occidentaux que leur sécurité en pays chrétiens pouvait être menacée comme celle des Juifs de l'Est.

Et puis, est-il si nécessaire de rechercher dans la nuit des temps si un peuple a le droit de vivre libre sur un coin de terre ? Surtout pour aboutir à contester aux Juifs l'existence d'un Etat qui couvre un territoire de moins de 21.000 km2, ce qui représente 0,2 pour cent par rapport à l'étendue des territoires arabes, soit 500 fois supérieure. Et avec une population moins dense !

Louzon dénie aux Juifs actuels le droit de se considérer comme les descendants de ceux de Judée. Pourquoi ne fait-il pas la même discrimination chez leurs adversaires ? Les gens érudits affirment que l'Egypte serait ethniquement copte et qu'il n'y aurait que 6 % d'Arabes. Et, de la Libye au Maroc, la population serait sur tout Berbère... et qu'il n'y aurait vraiment d'Arabes qu'en Arabie !

Et puisque Louzon invoque souvent Renan, je lui soumets la réponse que fit cet auteur à David Strauss lequel soutenait un droit germanique sur l'Alsace, en lui opposant l'antériorité des Celtes, avant lesquels il y eut les Lapons, les hommes des cavernes, et tout d'abord les Orangs-outans. « Avec cette philosophie de l'histoire, — écrivait Renan — il n'y aura de légitime dans le monde que le droit des Orangs-outans, injustement dépossédés par la perfidie des civilisés ». (Je trouve cette citation dans un remarquable article de Souvarine, du dernier « Contrat Social ».

Et à ceux qui déplorent que l'Etat d'Israël soit un Etat religieux je leur demande de m'indiquer les Etats qui sont sans liens avec une ou plusieurs religions. Ce n'est sûrement pas le cas des Etats arabes dont les chefs les plus « révolutionnaires » se sont empressés d'aller ensemble faire leurs dévotions à la mosquée du Caire à l'occasion de leur rencontre.

Voilà pour les Juifs « conquérants ». Voyons les Juifs « égorgeurs ». Louzon n'a retenu des événements de 1948 que le massacre de Deir Yassim. Il ne parle ni des décisions internationales pour un *partage* de la Palestine entre Etats arabe et Juif, ni de l'opposition des Arabes à cette décision, opposition qui s'est manifestée d'abord par des opérations de guerillas, puis par une guerre ouverte engagée par les forces régulières d'Egypte de Jordanie, de Syrie, du Liban et de l'Irak. Louzon ignore qu'à ce moment, aussi bien le représentant de l'U.R.S.S., Gromyko, que celui des Etats-Unis et aussi le secrétaire de l'O.N.U. Trygve Lee, condamnèrent l'agression *arabe*.

C'est comme pour la guerre-éclair de juin dernier. Pour Louzon, c'est encore Israël l'agresseur parce qu'il prévint la Syrie qu'elle devait met-

tre un terme à ses attentats sur le territoire israélien. Il ignore et le départ des troupes de l'O.N.U. et l'occupation du golfe d'Akaba par Nasser, et l'interdiction de la navigation pour Israël, pourtant considérée comme un « casus belli». Il ferme les yeux sur l'accord réalisé par *tous* les Etats arabes en vue d'une *agression* qui n'est même pas cachée, par exemple par la radio du Caire qui avoue, le 20 mai, que la fermeture du golfe d'Akaba « *place Israël devant une alternative dont chaque éventualité signifie pour lui la destruction, soit qu'il meure étouffé par le blocus, soit qu'il périsse sous le feu des forces arabes qui l'encerclent au sud, au nord et à l'est.* »

On pourrait multiplier les citations de ce genre. Relevons seulement cette déclaration du président Aref qui, prenant congé des pilotes irakiens quittant leur base pour le front, le 1er juin, leur dit : « *Mes fils, ce jour est un jour de combat et de vengeance... Avec l'aide de Dieu, nous nous retrouverons tous à Tel Aviv et à Haïffa.* »

***

Cette réponse est déjà trop longue à mon gré. Je voudrais cependant ne pas la terminer sans parler des réfugiés qui sont les principales victimes de la guerre et dont le sort émeut l'opinion mondiale. Or, pour trouver une solution à leur sort misérable il n'y a pas d'autre voie que la négociation. Et les principaux responsables de leurs malheurs sont les Etats arabes qui refusent de les accueillir dans leurs pays respectifs. Il y a toujours, à la suite des guerres, un problème des réfugiés. La défaite de l'hitlérisme a été suivie de l'exode de dix millions d'Allemands. Et rien qu'au pays des Sudètes, trois millions d'Allemands ont été chassés d'un pays où ils vivaient depuis plusieurs siècles. Dans leur cas, ce n'est même pas les opérations de guerre qui les ont fait partir : c'est le gouvernement tchécoslovaque qui leur a accordé 48 heures pour déguerpir.. Ils ont été assimilés par les pays voisins et si quelques-uns parmi eux gardent la nostalgie du pays perdu, ils vivent du moins convenablement.

On pourrait citer aussi l'exemple des « pieds noirs » et aussi des Musulmans considérés comme les alliés de la France, et qui ont émigré où ils ont pu et mènent aussi une vie à peu près normale.

Devant tous ces exemples de « réfugiés » qui ont su s'adapter en quelques années on ne voit pas pourquoi la situation des Arabes de Palestine devrait être considérée, depuis plus de vingt ans. comme particulièrement tragique, si ce n'est du fait que les Etats arabes refusent de les accueillir tout en refusant aussi de négocier leur rapatriement en Israël.

***

Pierre RIMBERT répond ci-après aux « deux brèves observations » de Louzon dans le dernier numéro de la R.P. :

Bien que brèves, ces observations sont suffisamment importantes pour les discuter : « L'Etat d'Israël, écrit Louzon, est le produit d'une conquête, donc tous ceux qui n'admettent pas le droit de conquête ne peuvent admettre l'existence de l'Etat d'Israël... »

Que l'Etat d'Israël soit le produit d'une conquête, c'est évident et on ne peut qu'être d'accord avec Louzon sur ce point. Mais ce que notre ami semble oublier, c'est que cela est vrai de tous les Etats, car tous les Etats — y compris les Etats arabes — sont le produit d'une conquête. En effet, les nations que les Etats incarnent ne sont pas tombées du ciel ni ne sont un produit de la nature. Elles sont toutes nées de conquêtes.

Donc, si pour cette raison on n'admet pas l'existence de l'Etat d'Israël, on ne doit admettre l'existence d'aucun Etat.

Mais la question n'est pas de savoir si l'Etat d'Israël est légitime ou non. La question est que l'Etat d'Israël existe, comme existent les Etats arabes qui ne sont pas plus légitimes que lui, car l'ancienneté de l'existence ne saurait effacer l'arbitraire d'un Etat pas plus qu'elle ne saurait effacer celui de la propriété. Donc ne pas admettre l'existence de l'Etat d'Israël et admettre celle des Etats arabes, ce n'est pas résoudre le problème du Proche-Orient, mais perpétuer en la renversant, la politique de « l'ôte-toi de là que je m'y mette » que Louzon dénonce avec raison.

Toute l'argumentation de Louzon tourne autour du caractère arbitraire de la création de l'Etat d'Israël. Arbitraire ou non, l'Etat d'Israël est un fait, et il s'agit de savoir si on doit tenir compte de ce fait ou l'effacer.

A cette question Louzon n'a apporté aucune réponse. Mais les Arabes, eux, répondent qu'il faut effacer Israël. Les uns conçoivent cet effacement avec brutalité en chassant ou en massacrant les Juifs, les autres admettent la présence des Juifs mais pas celle de l'Etat. Or, la solution des Arabes n'en est pas une. Dans le premier cas, on mesure le drame que provoquerait l'expulsion à travers le monde de 2.500.000 Juifs. C'est là une chose impossible à concevoir. Dans le second cas, les Juifs restant sur place domineraient inévitablement le nouvel Etat à la fois parce qu'ils sont plus nombreux (dans le cadre actuel de l'Etat Israélien s'entend) et techniquement plus évolués. Il n'y aurait donc rien de changé.

Alors, que propose Louzon ? Jaimerais bien qu'il réponde à cette question au lieu de continuer à discuter sur la non-légitimité de l'Etat d'Israël.

Pour ma part, je l'ai dit dans un article de la « R.P. », la solution du problème ne peut se trouver que dans une coopération entre les Etats arabes et l'Etat d'Israël pour la mise en valeur du Proche-Orient. Cette coopération pourrait donner naissance à une Fédération des peuples du Proche-Orient. Mais pour qu'une telle solution se réalise, il faut combattre le fanatisme religieux et le racisme aussi bien chez les Juifs que chez les Arabes. Il faut dénoncer les intrigues des grandes puissances impérialistes, pas seulement des Etats-Unis et de l'Angleterre, mais aussi celles de l'U.R.S.S. et de la Chine.

Voilà quelle devrait être notre position.

Parmi nos
LETTRES

Le changemnet de direction du S.N.E.S.

De J. GALLIENNE, à Drancy :

La majorité sortante a été balayée à cause de son inactivité, de son manque de dynamisme. La plupart des syndiqués qui ont voté pour « Unité et Action » ont vu en cette nouvelle équipe des gens plus décidés à agir, ils n'ont en aucune façon opté pour une orientation politique.

A Djibouti où je dirigais la section syndicale, et où nous avons eu de sombres conflits avec l'administration du lycée, nous avons été continuellement écœurés par la passivité des dirigeants syndicaux, qui, ou bien ne répondaient pas à nos lettres, ou bien le faisaient d'une façon scandaleuse, prétendant que sous le régime actuel, rien n'était plus possible, qu'il fallait subir et non lutter. Dans cette section, personne n'avait voté pour la liste « Unité et Action ». (Par contre, l'Ecole Emancipée, deux annés de suite, avait compté 5 voix). Mais tous ceux que j'ai rencontrés cet été après la proclamation du résultat des élections à la C.A. n'ont eu qu'une appréciation, en ce qui concerne l'ancienne majorité battue : « C'est bien fait pour eux. » C'est ce que je pense moi-même.

Où est le néo-colonialisme ?

D'un vieil abonné :

Boumedienne a réussi à Alger une conférence eds « pays du tiers monde ». Il y tonne à longueur de séance contre « l'impérialisme » et le « déno-colonialisme ». Sans apporter le moindre élément de preuve ou de justification.

Or, des éléments en sens contraire de ce qu'il dit, on en trouverait...

Je connais un jeune ingénieur, qui est là bas « coopérant ».

Quelle langue apprend-il, ce jeune Français en terre étrangère, pour faciliter son travail ? Est-ce l'arabe ? Est-ce l'américain ? Non, il apprend le russe.

Un mot d'encouragement

Du camarade MORMICHE, de Niort :

Ce que je pense de votre propre activité ? Utile, très utile. J'aime la confrontation de points de vue différents, toujours nets et sincères à la R.P. J'apprécie beaucoup le rappel des événements de Cronstadt dans les derniers numéros. Merci à votre équipe.

Les braises sous la cendre

Il faut bien dire que dans le même temps où on aurait tendance à désespérer de l'absence de dialogues, discussions et confrontations, tels qu'on les a connus autrefois, qui étaient aussi réels que parait vouloir l'être l'échange de vues sur Israël, mais absolument sur tous les problèmes, où la cohésion de groupe n'en était pas moins totale, on retrouve chaque fois, presque immanquablement, et sans que cela soit concerté, les braises rougeoyantes des options fondamentales éparses ici et là, sur lesquelles il n'y aurait, semble-t-il, qu'à souffler pour que le bon feu, au moins à la « R.P. », reprenne.

C'est Gilbert Walusinski qui rappelle la nécessitée d'une fédération d'industrie de l'Enseignement, structurée suivant les nécessités des structures mêmes de l'Ecole.

C'est Daniel Guérin qui nous rappelle que la société technocratique ne change pas les données fondamentales de la lutte des classes par l'étude vivante d'un exemple concret : celui du syndicalisme américain et de la combativité sous-estimée de la classe ouvrière américaine.

C'est la persévérante démystification de la technocratie par Maurice Lime.

C'est la juste analyse de Jean Giry et Jeanne Boissonnat sur la déviation corporatiste d'une partie de la vie militante syndicaliste enseignante (ce qui, entre parenthèses, devrait nous rendre moins optimistes sur les majorités par référendum ou correspondance de gens qui ne mettent jamais les pieds dans une réunion syndicale.

C'est le juste scepticisme de Guilloré devant les méthodes de redressement minoritaire qui se contenteraient d'oppositions de thèses et de mots d'ordre de combat sans grand rapport avec la réceptivité psychologique d'une base conditionnée par les contingences quotidiennes immédiates et le rythme de la vie moderne.

C'est le sympathique et pour moi combien inquiétant planiste social-démocrate Pierre Rimbert poussant le cri d'alarme et d'urgence contre le développement mortel de la hiérarchie des salaires.

Mais c'est, bien mieux encore, deux problèmes vitaux, deux problèmes d'actualité, et deux problèmes ouvriers permanents, à la fois qui sont mis en évidence dans ce numéro : l'un par Raymond Guilloré, à propos de l'Histoire de la Chevalerie du Travail ; l'autre par notre cher vieil ami Péra à propos de Jean Fontaine (1).

La Chevalerie du Travail, mais c'est tout le problème d'une organisation spécifique de la fraction militante de la classe ouvrière qui n'ait ni les inconvénients de l'organisation rigide d'un parti, ni les tares de la dispersion dans l'éternelle pagaïe, et permettre au moins aux militants la certitude de points d'appui durables, d'aides réelles, de réconfort, voire de refuge en cas de besoin. Le problème ainsi soulevé par Guilloré est, du moins théoriquement, celui des rapports et des différences entre l'organisation spécifique, l'organisation de masse et leurs rapports vus sous l'angle syndicaliste révolutionnaire. Il est aussi celui des rapports entre l'organisation spécifique et d'autres parallèles, politiques, philosophiques ou libertaires. Il faudrait que Guilloré fouille la question. Elle est de toute première importance.

Et puis il y a la voix de Péra. Chaque fois qu'elle s'élève, un tout petit peu, dans le tout petit coin qu'il occupe, je me dis que la « R.P. » ne puet mourir, pas plus que l'évidence de la logique fondamentale et de la clairvoyance de Péra ne peuvent rester définitivement sans nouvel écho, sans cet écho que fut autrefois la « R.P. » tout entière, et les ramifications qu'elle avait alors dans toutes les organisations syndicales.

Bien sûr, Péra ; bien sûr, Fontaine : c'est à cela qu'il faut revenir. Une certaine orientation économique et des secteurs programmés à plus ou moins long terme, dans notre monde sont indispensables. Mais l'erreur absolue, l'erreur type est de confondre socialisme et dirigisme, et plus encore socialisme et économie dirigée par l'Etat. Le socialisme n'est pas le dirigisme, mais la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme. Or, tout recul de liberté mène à une exploitation accrue. Nous devrions au moins avoir appris qu'il n'y a aucun socialisme, aucun syndicalisme, aucune culture humaine possible, sans la liberté.

Mais nous devrions aussi être au moins assez marxistes, et assez libertaires pour avoir appris qu'il n'y a aucune liberté, sinon purement théorique, sans base économique précise, sans la liberté d'entreprendre, de créer, d'échanger, d'acquérir aussi par son travail propre. Et cela c'est dans la production et le marché que ça s'installe, ce ne sont pas des statuts ou des modes d'élection qui suffisent à le garantir.

A l'heure où Proudhon redevient le prophète du vingtième siècle, où les progrès de l'URSS ou ceux de la Yougoslavie, aussi tâtonnants soient-ils encore, mais aussi importants qu'ils soient par rapport à la période stalinienne, n'existent que dans la mesure d'un assouplissement planiste, nous devrons tout de même entendre une bonne fois les Jean Fontaine ou les Péra, pour nous rappeler au moins que si le libéralisme économique ne suffit pas à assurer la liberté, tout planisme économique et dirigisme dépassant la cote d'alerte suffit à la tuer.

Jean DUPERRAY.

(1) On peut s'adresser à Madame veuve Fontaine, 69 — Villié-Morgon.

A travers les LIVRES

ELISE OU LA VRAIE VIE

de Claire ETCHERELLI
(Collection « Lettres Nouvelles »
de Maurice Nadeau, chez Denoël).

Je viens de lire ce livre et je n'attends pas davantage pour vous engager à le lire. Ce sont les sentiments et les résolutions qui naissent de l'émotion immédiatement ressentie qui sont les meilleurs et qu'ii faut communiquer aussitôt, de crainte que le temps ne les émousse. Dépêchez-vous de connaître Elise et « sa vraie vie ». Vous aurez une amie de plus. Quant à « la vraie vie », ce sont ceux qui l'ont connue déjà pour leur propre compte qui auront le plus de satisfaction à la retrouver dans ces pages simples et claires.

Qui est Elise ? Une jeune fille pauvre, dans une province indéterminée. Elle n'a qu'un centre d'intérêt: son frère Lucien qu'elle aime maternellement et peut-être autrement que maternellement. Lucien est un jeune révolté, exalté et instable. Il s'en va à Paris ; plus exactement, il s'enfuit à Paris. Elise le suit bientôt. Lucien lui a toujours promis qu'un jour elle connaîtrait « la vraie vie ». Elle va faire connaissance en travaillant à la chaîne dans une usine d'automobiles de la Porte de Choisy, que les camarades parisiens reconnaîtront aussitôt.

C'est la fatigue, l'énorme fatigue, jamais encore ressentie à ce point. Ce serait le désespoir, si Elise ne rencontrait aussi l'amour, l'amour d'un compagnon de travail, un Algérien militant. Car c'est pendant la guerre d'Algérie qu'Elise découvre le travail à l'usine et la rude société des ouvriers, plus particulièrement de ceux qui, dans la seule attente de sa sirène, s'occupent autour d'elle à des tâches minuscules et sans joie. Etre aimée d'un Algérien et l'aimer, au temps des rafles quotidiennes, de la répression brute et du racisme, vous représentez-vous ce que cela peut être : Lisez Elise, si vous ne le savez pas.

Son frère Lucien, usé déjà et rendu malade par son travail dans l'équipe de « peinture », se tuera sur vélomoteur, quelque part du côté de Mantes. Arezki, l'amoureux, puis l'amant, disparaitra bientôt au cours d'une rafle. Après neuf mois de cette « vraie vie », Elise retournera dans sa province indéterminée.

Voilà un livre de Claire Etcherelli, Lisez-le, et vous trouverez, sur cette tranche de vraie vie, le miel de sentiments délicats exprimés dans un style de cette simplicité qui n'est que le fruit évident d'un art maîtrisé.

Sur quels passages voulez-vous que j'attire plus particulièrement votre désir de lire ce livre : L'équipe à la chaîne, évidemment, et la réalité abrutissante de la vie ouvrière dans une grande usine à Paris après la reconnaissance à Mantes du frère mort, une sorte de redécouverte dans la nuit du long ruban des boulevards périphériques ; et puis l'invincible espoir de la fin que je vous livre tel quel :

« ...sous les cendres, l'inévitable espérance tiendra bon. Je ne sais d'où viendra le souffle qui l'attisera... Je la sens... Je me retire en moi mais je n'y mourrai pas. »

Je ne sais, moi, si l'un des jurys officiels de cette fin d'année reconnaîtra ce livre pour ce qu'il est l'honorera. En le faisant, c'est ce jury qui est et l'honorera. En le faisant, c'est ce jury qui « La Révolution Prolétarienne », je crois bien que Claire Etcherelli serait par nous couronnée de roses, de roses rouges. — R. G.

LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE

de Hubert LESIRE-OGREL
(Collection « Société » - Editions du Seuil)

L'auteur nous dédicace ainsi son ouvrage : « *A Révolution Prolétarienne, ce témoignage sur la réalité syndicale quotidienne*. Avec le livre dont nous parlons plus haut, nous touchions à la réalité ouvrière quotidienne, du moins à une partie de celle-ci. Nous y touchions au milieu d'une œuvre romancée. Point de roman dans ce livre de Lesire-Ogrel. Celui-ci, qui occupe un poste responsable à la C.F.D.T., parle manifestement de ce qu'il connaît bien. Et il le fait de façon que tous les militants y trouvent matière à s'instruire.

Qu'ils soit de la C.F.D.T. ne le déconsidère en rien chez nous. Tout au plus pourrait-ont lui reprocher, dans les exemples qu'il cite, de tirer un peu la couverture à lui,, je veux dire: vers sa centrale. La C.G.T., protégée par l'accord au sommet, échappe à toute critique. Il arrive que les syndicats d'autre obédience soient mis en mauvaise posture. Passons là-dessus, pour ne retenir que l'apport positif de ce travail.

Nous vivons trop sur cette idée que, maintenant, les militants syndicaux se trouvent protégés dans hâtivement les situations du secteur public ou des meneurs » étaient pourchassés ! Nous généralisons hâtivement les situations du secteur public ou des grandes entreprises gérées administrativement. L'auteur énumère de nombreux cas, dans différentes usines et régions, où la liberté syndicale n'est qu'une formule, où, effectivement, il est dangereux pour sa sécurité d'être délégué d'atelier, membre d'un comité d'entreprise, ou plus encore représentant d'une organisation syndicale. Dans tous ces cas, le syndicalisme reste une activité clandestine. Pour la liberté syndicale, « le droit, non sans hésisation, a suivi le fait » écrit l'auteur dans une formule qui nous plaît. Mais pour de nombreux travailleurs, c'est le fait qui est en retard sur le droit, le patron ayant la possibilité de tourner la loi ou même, avec la complicité de la jurisprudence, de refuser de l'appliquer. « Pour des milliers d'hommes, écrit Lesire-Ogrel, la liberté syndicale est un droit constitutionnel qui s'exerce en cachette ».

Certes, c'est surtout dans les petites et moyennes entreprises des régions sous-développées du pays, qu'on rencontre ces patrons réactionnaires enragés. Mais pas seulement ; l'auteur montre les pratiques anti-syndicales en exercice chez Citroën, chez Michelin, chez Brissonneau à Nantes.

(Remarque secondaire : dans cette liste d'entreprises réactionnaires, on lit : la M.A.A.F. de Niort. Ne serait-ce pas la M.A.A.I.F., c'est-à-dire la Mutuelle Assurance Automobile des Instituteurs de France ? Si l'accusation était fondée, ce serait suffoquant, puisqu'il s'agit d'une grande Mutuelle où de nombreux syndicalistes sont « les patrons ». Il faudrait contrôler).

Un des grands intérêts de l'ouvrage est de montrer et de démontrer que, contrairement aux lamentations du patronat français, la situation de droit et de fait dans le Marché commun est loin d'être à l'avantage de la France. C'est chez nous que la protection légale est la moins assurée et que le comportement patronal est le plus rétrograde.

La législation française ne garantit une liberté relative de se syndiquer et de militer syndicalement qu'à l'extérieur de l'entreprise. La présence syndicale à l'intérieur de l'entreprise n'est admise que restrictivement pour l'élection des délégués et du Comité d'entreprise (dans les cas, peu nombreux, où il existe) et, depuis de loi du 18 juin 1966, pour le délégué syndical lui-même. L'objet de l'ouvrage est justement de défendre cette présence du syndicat à l'intérieur de l'usine avec les garanties qu'elle exige, de mettre en discussion par conséquent le pouvoir absolu, discrétionnaire et autocratique du patron.

Le but est atteint, avec le minimum de développement. Joignez à cela des tableaux très utiles à une information rapide, une table analytique et une annexe bibliographique, dans laquelle, parmi les revues syndicales, « La Révolution Prolétarienne » n'est pas citée. Simple remarque en passant. Mais le livre vaut d'être gardé à portée de la main. — R. G.

LE MYSTERE D'ISRAEL

de J. MARITAIN (Derclée de Brouwer, 1967).

Il est difficile de parler d'un écrit de Maritain dans une publication laïque. Cependant, vu le sujet, la tentation est grande. Et, surtout, il y a le passé.

...En pleine Affaire Dreyfus, environ 1902, il y avait trois copains. Ils faisaient ensemble un petit journal anarchiste qui s'appelait **Jean-Pierre.** Chose curieuse pour des garçons de vingt ans, c'est à l'enfance que s'adressait cette publication. C'était un journal pour enfants. (Doit-on rapprocher cela du fait que l'un d'eux est devenu pédiatre ? Je ne le crois pas).

Les trois copains, donc, étaient deux Robert (Debré et Louzon) et un Jacques (Maritain).

Qui, parmi nos lecteurs, me donnera le moyen de mettre la main sur, au moins, un des numéros de ce **Jean-Pierre ?** Je serais reconnaissant. Pour l'instant, je n'ose pas diriger ma recherche dans la voie qui vient tout de suite à l'esprit, et qui est la Bibliothèque Nationale : il y a dans le « Département des Périodiques » un désordre... inévitable.

Après ce que je viens de dire, on ne s'étonnera pas qu'on retrouve, sous la plume d'un plus qu'octogénaire, quelque chose des amours, des options sociales, du garçon de vingt ans. Il parle du « régime capitaliste » comme un homme persuadé qu'il en pourrait exister d'autres. Et il dit quelque part : « si tout n'est pas changé, rien ne le sera ». (Ne tenez pas compte des guillemets. Ma citation, de mémoire, est certainement inexacte, **en la forme**).

Venons au sujet : **Le mystère d'Israël.** Renan parle de « la destinée unique du peuple juif » et s'interroge. Maritain ne s'interroge pas. **Il sait.** Israël a été « choisi par Dieu ». Israël peut se tromper : il reste toujours « l'aimé du Seigneur », pour ne pas dire le « chéri ». Le mot est dans le texte. C'est le peuple « Elu ».

Sur cette base le néo-chrétien Maritain — qu'il me pardonne ! — rejoint l'archéo-judaïsme. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit sioniste ; entendez par là qu'il soit un partisan de l'Etat d'Israël et son défenseur contre tous ses ennemis. Je ne vais pas citer, mais résumer ce que je crois avoir compris : le peuple d'Israël a un droit prééminent sur le pays qui jouxte la Méditerranée orientale, car cette terre lui a été « promise » par Dieu.

De cette proposition tous les termes peuvent être discutés, longuement. Mais, en l'état actuel des passions — état qui n'est, peut-être, hélas ni temporaire, ni occasionnel — la discussion serait tout à fait inutile.

Terminons par des citations que je vais choisir, au moins les premières, sur le plan qui peut nous être accessible à nous, gens de la R.P., plan très inférieur à celui où se complait le « sémite d'esprit » que veut être Maritain, et qui est celui d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, sans oublier, bien sûr, le Juif Paul, ou Saül, de Tarse, qui eut le privilège, du fait qu'il était non pas « sujet » mais « citoyen » romain, d'avoir la tête coupée, au lieu d'être mis en croix.

Lisons donc un écrit de 1938. (Le titre du livre est **Le mystère d'Israël et autres essais.** Il y a donc des broutilles qui dataient d'années antérieures).

« Ceux qui prônent ce boycottage en masse comme un remède économique au marasme du commerce non-juif oublient qu'on peut vouloir remplacer un régime de libre concurrence par un régime de communautés de travail organisées, mais qu'on ne peut pas fausser par violence le jeu d'un régime donné. De fait, le boycottage en question répond au dessein de réduire les commerçants et artisans juifs à la famine pour les forcer à émigrer. (Comme si les Juifs, notamment les Juifs polonais n'étaient pas disposés d'eux-mêmes à fournir une forte proportion d'émigrants, **si seulement ils pouvaient !** Si seulement les autres pays ouvraient leurs frontières !) »

Un autre passage, moins vieux (1947).

« Dans beaucoup de pays de l'Ancien et du Nouveau Monde, l'antisémitisme est en croissance et la leçon de Hitler fait son chemin dans les esprits. Les vieux prétextes ne manquent pas, qu'il s'agisse d'une noble jalousie envers les concurrents retrouvés (puisque tous les Juifs ne sont pas morts, il faut bien que ceux qui restent vivent, et pour vivre ils exercent des métiers, voilà les Gentils dépouillés) ou qu'il s'agisse de la participation de tels ou tels Juifs à des activités politiques dont on a à se plaindre (comme si eux seuls étaient responsables de ces activités, et comme si eux seuls étaient tous les Juifs). Bref on a l'œil sur eux. Et... cette **attention orientée** est elle-même une victoire psychologique de la propagande raciste et des crimes racistes. »

Et, pour terminer, un psaume qui est attribué au Roi David, que les Juifs chantent toujours (les chrétiens aussi) mais qui est probablement d'un poète qui chanta **au temps** de ce roi et qui est resté totalement inconnu. (C'est bien, ainsi) :

Si jamais je t'oublie, Jérusalem,
Que ma droite se dessèche !
Que ma langue s'attache à mon palais
Si je perds ton souvenir,
Si je ne mets Jérusalem
Au principe de ma joie. »

LA TRAGEDIE VIETNAMIENNE

VUE PAR DES QUAKERS AMERICAINS

(à Odéon-diffusion, 24, rue Racine, Paris VIe)

Les Quakers ! Les Quakers ! On sait ce que c'est que les Quakers ! C'est de très braves chrétiens, protestants, tout à fait désireux de faire le bien. Mais la direction du Bien, elle, est difficile à discerner, même à un chrétien « protestant »...

Car il s'agit de politique. Et là, la politique américaine tombe dans la merde.

S'agit-il d'une dent à arracher, le dentiste rapide sera le meilleur. Celui qui hésite autour du « faire mal » ou « ne pas faire mal » est le plus mauvais...

La deuxième erreur est de croire qu'il s'agit d'une guerre d'agression des Nord-Vietnamiens conrte le Sud, à l'instigation de la Chine. Une telle opinion fausse l'origine du conflit, le rôle du Front national de Libération et la nature exacte des relations entre Hanoï et Pékin. Il s'agit essentiellement d'une guerre civile. Il est certes exact que le Front National de Libération reçoit un soutien croissant de la part des Nord-Vietnamiens. Néanmions, ce sont des groupements vietnamiens du Sud dressés contre le gouvernement de Saïgon qui furent les initiateurs de la révolte au Sud-Vietnam et qui continuèrent toujours à la soutenir. Cette résistance contre le gouvernement de Saïgon continuera probablement, tirant des opérations militaires américaines un énorme avantage pour sa propagande. — *J.P.*

STALINE 1879-1953

par Jean-Jacques MARIE (Ed. du Seuil)

Au moment où Svetlana, la fille de Staline, avec l'aide des services secrets russes et américains, débite ses falsifications de l'Histoire, falsifications répercutées par la grande presse dite d'information, le livre de l'historien J.-J. Marie vient à point pour, à l'occasion du 50e anniversaire d'Octobre, rappeler le rôle de bourreau de la Russie et du mouvement ouvrier mondial joué par Staline.

L'auteur, agrégé de lettres classiques, diplômé de russe de l'Ecole des langues orientales, licencié libre de russe et d'histoire, lecteur à l'université de Leningrad en 1961, en dépit de sa jeunesse (30 ans), était armé pour entreprendre ce travail de salubrité où il fallait retrouver les faits réels sous les allusions successives de mensonges staliniens et post-staliniens. Les notes, indiquant les sources ne comportent pas moins de vingt-cinq pages serrées ! Et pourtant, pour les militants de la « R.P. », ce livre se lit comme un passionnant roman.

La relative jeunesse de l'auteur, si elle ne lui a pas permis de connaître personnellement les acteurs de ce drame historique, l'a préservé de la haine passionnelle que les militants de notre époque vouèrent au traître hypocrite qui piétina tous les espoirs de la jeunesse, haine passionnelle qui souvent fut de mauvais conseil.

J.-J. Marie, lui, garde le ton calme de l'historien, mais la simple narration des faits trace un portrait hallucinant de Staline, depuis le séminariste pauvre, qui a perdu la foi, mais joue la comédie, jusqu'au dictateur borné, jaloux des grands noms de la Révolution, s'amusant à torturer et à déshonorer ses victimes. Pourtant l'auteur, de formation marxiste, ne tombe pas dans le travers de vouloir expliquer toute une période de l'Histoire au travers des lubies et crimes d'un seul homme ; il situe bien Staline comme le servant de la technocratie russe, nouvelle classe qui a confisqué à son profit la Révolution, et qui s'est servie de Staline pour liquider l'élite ouvrière révolutionnaire.

Alors qu'aujourd'hui cette « nouvelle classe » voudrait réhabiliter — du moins pour le menu peuple — ce Staline qui l'a mise en selle, et qu'elle tente, par les élucubrations sentimentales de Svetlana, de faire retomber sur « l'horrible Béria » tous les péchés, J.-J. Marie, par des dates précises, nous rappelle que le comparse Béria n'a été nommé à la tête du N.K.V.D. qu'en décembre 1938 alors que les trois terribles « purges » avec leurs tortures, leurs faux aveux et leurs assassinats, avaient déjà emporté des centaines de mille de militants irréprochables.

« Après avoir décapité le parti et l'appareil soviétique, Staline s'en prend enfin à l'armée : en juin 1937, le N.K.V.D. découvre un complot des « maréchaux » contre le pouvoir soviétique et après un procès à huis clos, il fait fusiller le maréchal Toukhatchevski et les généraux Iakir, Oubarévitch, Kork, Eideman, Feldman, Primakov et Pantna...

» ... Staline fait tuer la femme de Toukhatchevski, sa mère, sa sœur, ses deux frères. Il fait déporter ses trois autres sœurs ; le maréchal, enfin, avait une petite-fille trop jeune pour être déportée ; il l'encaserne dans un foyer d'enfants et la déporte lorsqu'elle arrive à sa majorité. »

Après cela, « Paris-Match » pourra toujours essayer de nous attendrir en nous montrant des photos du bon père Staline avec la petite Svetlana dans ses bras :

« 90 % des généraux, 80 % des colonels, près de la moitié du corps des officiers (30.000 sur 70.000) disparurent entre 1936 et 1940. »

Les mêmes méthodes sanguinaires, Staline les applique dans sa politique extérieure :

« Depuis la révélation, en 1943, du massacre de Katyn, où le N.K.V.D. abattit 14.000 officiers polonais, Staline a rompu les relations diplomatiques avec le gouvernement (polonais) de Londres... ».

Puis il laisse, comme on le sait, massacrer par l'armée allemande les insurgés de Varsovie, alors que l'Armée Rouge, condamnée par lui à l'inaction, campe sur la Vistule.

Si elle était désireuse de s'assurer un glacis, la technocratie russe, en revanche, se souciait fort peu de la Révolution mondiale. Préoccupée alors par sa sécurité, elle ne voulait même pas irriter les impérialistes occidentaux. Aussi Staline fait-il stopper partout les mouvements insurrectionnels ouvriers : en Allemagne, en Espagne, en Grèce, en Yougoslavie, en Chine. Et chaque fois c'est l'assassinat, dans le dos, des militants révolutionnaires. Cette politique, petitement nationaliste, qui, abusant du prestige d'Octobre, utilisait le mouvement ouvrier international tantôt comme moyen de pression et tantôt comme monnaie d'échange, à l'encontre des intérêts prolétariens, a connu deux échecs qui allaient lui être fatals : les révoltes de Tito et de Mao.

A propos de ce dernier, Staline expliqua lui-même à Djilas :

« Quand a pris fin la guerre avec le Japon, nous avons invité les camarades chinois à conclure un accord pour qu'on puisse trouver un « modus vivendi » avec Tchang Kai-tchek. Ils furent de notre avis verbalement, mais une fois rentrés chez eux ils n'en ont fait qu'à leur tête : ils ont rassemblé leurs forces, ils ont frappé. Il s'est révélé qu'ils avaient raison et que nous nous étions trompés. »

En dépit de cet aveu faussement modeste, com-

---

me chaque fois que sa politique avait fait faillite, Staline rejette la responsabilité sur ceux qui exécutèrent ses ordres et se prépare, en 1953, une fois de plus, à les massacrer. Il commence par remplacer le Bureau politique par un Secrétariat restreint :

« Béria, Vorochilov, Kaganovitch, Mikoyan et Molotov étaient ainsi visés. Au premier plenum du comité central qui suit le congrès (XIXe) il met en accusation Molotov, dont il déporte la femme, artiste juive, en Sibérie, et Mikoyan, dont il a déjà déporté deux fils. Les principaux collaborateurs de Molotov disparaissent (!)... Le 13 janvier 1953 la « Pravda » publie un communiqué annonçant la découverte d'un « complot » de médecins (?)... (sur les neuf inculpés, six juifs). Tout indique que c'est le Maréchal lui-même (Staline) et le chef de son secrétariat personnel Paskrebychev, qui montèrent cette affaire **contre** (souligné par l'auteur) la police de Béria... Tout est prêt pour le quatrième procès de Moscou : les aveux des « médecins-assassins », l'amalgame entre dirigeants politiques, chefs militaires...

La Russie, ce pays « possédé du démon, écrit Daniel-Arjac, se roulait dans une crise d'épilepsie et se dévorait lui-même. » La technocratie en a assez de Staline, qui faute de révolutionnaires, s'en prend à ses représentants, elle veut jouir en paix des privilèges arrachés. Le valet a fait son temps.

« Le 4 mars 1953, l'agence Tass publie un communiqué annonçant que, dans la nuit du 1er au 2 mars, Staline avait été atteint d'une hémorragie cérébrale. Le 6 mars un nouveau communiqué annonce la mort de Staline. Mort si opportune que l'idée d'une liquidation du maréchal par ceux qu'il allait tuer n'a cessé d'être suggérée. »

Néron mort, comme le prédisait Trotsky avant d'être assassiné, lui aussi, on brise ses statues ! Mais aujourd'hui la technocratie voudrait les replâtrer, ne serait-ce que pour enlever aux Chinois l'idole que paradoxalement ceux-ci vénèrent encore.

Aussi le livre de J.-J. Marie, admirablement documenté, sera-t-il un outil de travail précieux pour les militants qui, aux côtés des ouvriers russes, luttent contre les usurpateurs d'Octobre, qui, sous une forme nouvelle, veulent continuer l'exploitation de l'homme par l'homme.

TOME IV DU DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

par M. EGROT - J. MAITRON

Un volume relié 16 × 25 de 480 pages : 57 F.

Délaissant ce qu'on pourrait appeler la préhistoire du mouvement ouvrier français, Jean Maitron et ses collaborateurs abordent, avec ce quatrième volume du Dictionnaire, deux événements essentiels de l'histoire de ce mouvement : la formation, le développement, la disparition des sections françaises de la Première Internationale, la vie et la mort de la Commune de Paris.

Bien entendu, ils ont tenté, comme dans les volumes précédents, d'esquisser la biographie de ceux qui, en créant une coopérative ou en animant une grève, ont voulu améliorer le sort de « la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ». Ils ne prétendent pas avoir été exhaustifs en ce domaine, et il est certain que les travaux à venir enrichiront ces biographies en quantité et en qualité.

Mais leur ambition a été avant tout de présenter pour la première fois, grâce à toutes les sources aujourd'hui accessibles, imprimées et manuscrites, les biographies de ceux qui ont constitué le personnel de l'Internationale de la Commune.

Au total, quelque 18.000 biographies à paraitre en cinq volumes de 500 pages chacun.

SOUSCRIPTION SPÉCIALE

Je soussigné ....

adresse ....

souscris la somme de .... par virement postal - chèque bancaire - mandat

signature et date :

En contre-partie, je demande qu'un service d'essai de trois numéros soit fait aux personnes désignées ci-dessous :

NOMS	ADRESSES

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois	13 F
1 an (11 numéros)	25 F
autres pays, 16 F et 30 F	

Je soussigné ....

adresse ....

souscris un abonnement de .... à la REVOLUTION PROLETARIENNE.

signature et date :

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er SEPTEMBRE. — A la 4e Foire internationle d'**Alger**, absence des U.S.A. et de la Chine.

SAMEDI 2. — **Damas** et **Alger** condamnent la décision de Khartoum de reprendre le pompage du pétrole.

Dimanche 3. — 400 ouvriers manifestent à Lyon contre la fermeture de l'usine **Bull**.

Le « Sunday Times » publie un manifeste d'intellectuels **tchécoslovaques** où le P.C. de leur pays est accusé d'antisémitisme et de fascisme.

LUNDI 4. — Le Caire confirme l'arrestation du maréchal Amer et d'une cinquantaine d'officiers.

99e Congrès des **Trade Unions** à Brighton.

MARDI 5. — Le P.C. **chinois** autorise l'armée à répondre par le feu aux manifestations « contre-révolutionnaires ».

JEUDI 7. — Les nouvelles Caisses nationales de **Sécurité Sociale** élisent leurs présidents : Derlin (F.O.) à la Maladie, Mathevet (C.F.D.T.) aux Allocations Familiales, et M. Marette (C.N.P.F.) à la Vieillesse.

A **Varsovie**, de Gaulle se prononce pour le maintien des frontières actuelles germano-polonaises.

VENDREDI 8. — Grève aux sociétés pétrolières françaises en **Algérie**.

SAMEDI 9. — A Alger, M. Bouteflika se prononce pour la continuation de la lutte contre **Israël**.

« **Tunis-Matin** » cesse sa parution.

Rencontre des chefs d'Etat de Grèce et de Turquie en vue d'un accord sur **Chypre**.

Grève des chemins de fer en **Italie**.

DIMANCHE 10. — Referendum à **Gibraltar**. 99 % de la population se prononcent en faveur de la Grande-Bretagne.

A **Saïgon**, le général Thieu réaffirme sa volonté de négocier la paix avec Hanoï.

A **Delémont** (Suisse), manifestations des francophones du Jura Bernois.

LUNDI 11. — Devant la Diète polonaise, de Gaulle défend sa formule de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural », mais Gomulka se prononce pour le maintien des liens de la **Pologne** avec l'U.R.S.S.

Echange de coups de feu entre **Chinois et Indiens** à leurs frontières.

Le **Cambodge** se plaint des ingérences de Pékin et se sépare de deux ministres pro-chinois.

Grève des instituteurs de **New York**.

MARDI 12. — Le **M.R.P.** envisage de disparaître après 22 ans d'existence.

Le consulat anglais à **Changhaï** est confisqué par la Chine.

MERCREDI 13. — M. Debré annonce une réduction **d'impôt** de 100 francs pour les contribuables imposés à moins de 1.000 F.

Le mineurs de potasse d'**Alsace** font grève pour protester contre la création d'un organisme commun avec l'O.N.I.A. de Toulouse.

En **U.R.S.S.**, la durée du service militaire, qui est de 4 ans dans la marine et 3 ans dans l'infanterie est réduite d'un an.

JEUDI 14. — La **F.N.S.E.A.** décide une journée d'action pour obtenir un relèvement de 5 % des prix agricoles.

L'**Algérie** lève l'embargo sur les livraisons de gaz à la Grande-Bretagne

Au **Caire**, le maréchal Amer se donne la mort.

VENDREDI 15. — La **Corée du Sud** décide de se prémunir contre les infiltrations du Nord.

Le **Cambodge** rappelle de Chine ses diplomates.

L'**Indonésie** expulse les diplomates chinois.

Au **Chili**, un sénateur socialiste est déchu de son mandat pour avoir écrit que l'armée est au service des U.S.A.

SAMEDI 16. — 300 péniches bloquent la **navigation fluviale** à Montereau.

La manufacture d'armes de **Châtellerault** annonce sa fermeture pour le 1-7-68.

DIMANCHE 17. — Le parti Baas **syrien** condamne les décisions du sommet de Khartoum.

LUNDI 18. — Grève des **dockers** à Londres, Liverpool, Manchester.

A **Tanger**, le ministre marocain Balafrej réclame un contrôle des armements en Afrique du Nord.

MARDI 19. — A Bonn, le secrétaire d'Etat von Hase s'élève contre la déclaration de de Gaulle considérant comme polonais des **territoires allemands**.

M. Manescu, ministre roumain, est élu président de l'Assemblée générale de **l'O.N.U.**

Au **Conseil de l'Europe**, les représentants scandinaves accusent la Grèce de violer les Droits de l'Homme.

MERCREDI 20. — A **New-Delhi**, le ministre de la Santé invite les couples ayant plus de 3 enfants à se faire stériliser.

JEUDI 21. — La **Biscuiterie Nantaise** passe sous contrôle d'une société américaine.

La **Fédération de la Gauche** décide de poursuivre la fusion à la base de ses trois organisations (socialiste, radicale et clubs).

A **Conakry**, les membres de l'équipage d'un chalutier ivoirien, arraisonné en février, sont libérés.

En **Grande-Bretagne**, les conservateurs enlèvent deux sièges travaillistes au Parlement.

VENDREDI 22. — Evolution favorable des négociations entre les Six et **l'Espagne.**

DIMANCHE 24. — Elections **cantonales** : progrès communistes.

Trois **députés** de l'opposition invalidés sont réélus avec des majorités accrues.

Israël établit trois kiboutzimes dans les territoires occupés.

LUNDI 25. — **Tunis** exige des excuses des diplomates chinois qui ont accusé Bourguiba de trahison.

En **Grande-Bretagne**, les châtiments corporels étant supprimés, on brûle verges et « chats à neuf queues ».

MARDI 26. — Le **Pakistan** s'inquiète des livraisons d'armes russes à l'Inde.

Pékin ferme son ambassade à Tunis.

MERCREDI 27. — **Rhodiaceta** décide d'appliquer la semaine de 40 heures dans ses usines.

Les fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de **l'Alimentation** refusent l'augmentation de 4 % offerte par l'industrie laitière.

Trois quotidiens britanniques : **Financial Times, Financial News** et **Westminster Press** annoncent leur fusion.

JEUDI 28. — A l'**O.N.U.**, le délégué somalien se plaint que 10.000 réfugiés de Djibouti sont à la charge de son gouvernement.

Trois Etats du Commonweath demandent à la Grande-Bretagne de renoncer à ses sanctions inefficaces contre la **Rhodésie.**

Le peintre mexicain **Siquieros**, l'organisateur de l'assassinat manqué de Trotzki, obient le prix Lénine de la paix.

VENDREDI 29. — Six **biscuiteries** françaises préparent un regroupement de leurs entreprises.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1967

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.892,70
Abonnements de soutien	615,—
Souscription spéciale	2.225,—
Vente au numéro	33,50
Total des recettes	4.484,20
En caisse au 1-9-67	315,15

DEPENSES :

Impression	1.576,31
Téléphone	68,20
Loyer	110,—
Voyage	90,—
Bandes	40,—
Total des dépenses	1.884,56
En caisse au 30-9-67 (C.C.P.)	3.234,79

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Philippon (Paris), 30 ; Plassat (Hauts-de-Seine), 35 ; Gallienne (Seine-Saint-Denis), 50 ; Body (Yvelines), 30 ; Louise Ehrard (Paris), 50 ; Belliard (Calvados), 40 ; Bethoux (Isère), 30 ; Vernet (Ardèche), 30 ; Antoinette Milet (Paris), 30 ; Collinot (Ille-et-Vilaine), 30 ; Divet (Ille-et-Vilaine), 30 ; Itard (Paris), 30 ; U.D.-F.O. Nantes, 60.

SOUSCRIPTION SPECIALE

Total précédent (voir « Entre Nous » numéro de septembre), 390 ; Varlin (Suisse), 20 ; Body (Yvelines), 50 ; Franc (Loire), 15 ; Mader (Seine-Saint-Denis), 50 ; Gallienne (Seine-Saint-Denis), 10 ; Le Du (Paris), 50 ; Laufer (Paris), 1.000 ; Mader (Oise), 10 ; Boissel (Ardèche), 10 ; Marcel Martin (Paris), 100 ; Delsol (Paris), 20 ; Vernet (Ardèche), 10 ; Moine (Paris), 25 ; Baranton (Paris), 45 ; Antoinette Milet (Paris), 60 ; Guégain (Hauts-de-Seine), 10 ; Salmet (Paris), 50 ; Testud (Loire), 50.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, PARIS (18e) — C.C.P. 21.764-88 Paris — Tél. 607-02-06

Vient de paraître :

J'AVAIS VINGT ANS, de René MICHAUD .... 15,—
Les années 10 et 20 de ce siècle vues à travers les souvenirs de jeunesse d'un ouvrier et militant. Un bel ouvrage édité par nos soins.

Notre coopérative vous rappelle ses autres éditions :

LA PRESSE QUOTIDIENNE, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, de Nicolas FAUCIER .... 15,—
Une œuvre unique de documentation par un travailleur de la presse.

LES SYNDICATS AMERICAINS, une brochure de Maurice LIME .. 3,—
Etude critique du rapport de Robert Kennedy, pour comprendre le syndicalisme américain d'aujourd'hui.

LES RESPONSABILITES ACTUELLES DU SYNDICALISME, par « La Table Ronde syndicaliste de la Loire » .... 2,—
Etude collective de militants des différentes centrales ouvrières.

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS, de Roger HAGNAUER 1,—
(préface de Pierre Monatte)
Cette brochure contient le texte de la célèbre charte, base de l'indépendance syndicale.

Nous rappelons aussi les livres suivants, ouvrages de base et d'actualité :

AUTOGESTION, Etudes, débats, documents (cahier n° 2) ...... 9,—

MOSCOU SOUS LENINE, d'Alfred ROSMER .... 6,—
(préface d'Albert Camus)
Pour participer, dans la vérité historique, au cinquantenaire de la Révolution russe : témoignage direct et vivant des premières années de la révolution.

LAICITE, de Jean CORNEC .... 16,—

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE, de Roger HAGNAUER 6,—
Pour la formation du jeune travailleur et du jeune militant.

POUR LE CINQUANTENAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE

IL FAUT LIRE

MOSCOU SOUS LENINE, d'Alfred ROSMER .... 6,—
(préface d'Albert CAMUS)

Deux brochures de ROSA LUXEMBOURG (stock des Cahiers de « Spartacus ») :

LA REVOLUTION RUSSE 1,50
MARXISME CONTRE DICTATURE 1,50

Pour **le centenaire de la publication du Premier livre du CAPITAL,** de Karl MARX :

L'ACCUMULATION DU CAPITAL (livre I) de Rosa LUXEMBOURG 8,—
(Traduction de Marcel Ollivier - Librairie du Travail 1935) :
Une puissante analyse, à partir de Marx.

Nota : ajouter 10 % pour frais d'envoi.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e   Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués